



RAPPORT ANNUEL 2009

NetBooster

Société Anonyme

11 rue Dieu
75010 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2009

G C A - GROUPE DE CONTROLE ET D'AUDIT
75 rue Carnot
92300 LEVALLOIS-PERRET

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Park Avenue
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

NetBooster

Société Anonyme

11 rue Dieu
75010 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société NETBOOSTER, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans le paragraphe "Incidences de la dégradation du contexte économique général sur l'arrêté des comptes 2009" de la note 2 de l'annexe des comptes. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres estimations que nous portons à votre connaissance :

- La société procède annuellement, en cas d'indicateur de perte de valeur, à un test de dépréciation des goodwill selon les modalités décrites dans les notes 3.4 et 5.2 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mises en œuvre de ce test de dépréciation, ainsi que des prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et vérifier que les notes correspondantes donnent une information appropriée.
- La note 3.9 sur les comptes consolidés expose les modalités de comptabilisation et d'évaluation des impôts différés et la note 5.8 en détaille les effets sur les comptes. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus, leur correcte application et les informations fournies dans les notes aux états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Levallois-Perret et Villeurbanne, le 30 avril 2010

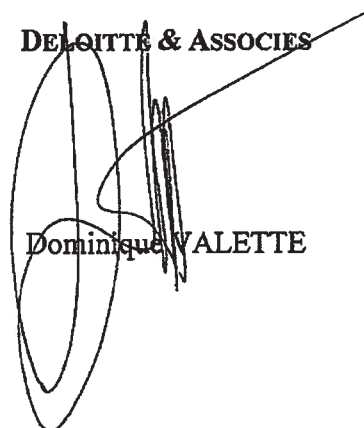
Les Commissaires aux Comptes

G C A - GROUPE DE CONTROLE ET D'AUDIT



Jean-Yves HANS

DELOITTE & ASSOCIES



Dominique VALETTE

DELOITTE & ASSOCIES
81, boulevard de Stalingrad
69100 Villeurbanne

G.C.A.
75, rue Carnot
92300 Levallois-Perret

NetBooster

Société anonyme au capital de 785 241,10 Euros

Siège social : 11, rue Dieu 75010 Paris

418 267 704 R.C.S. PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

DELOITTE & ASSOCIES
81, boulevard de Stalingrad
69100 Villeurbanne

G.C.A.
75, rue Carnot
92300 Levallois-Perret

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
(Exercice clos le 31 décembre 2009)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- *Le contrôle des comptes annuels de la société NetBooster tels qu'ils sont joints au présent rapport*
- *La justification de nos appréciations*
- *Les vérifications spécifiques et informations prévues par la loi.*

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans le paragraphe « Incidence de la dégradation du contexte économique général sur l'arrêté des comptes 2009 » de la note 2 de l'annexe des comptes. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code du commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Comme indiqué dans la note 3.3 « Immobilisations financières » des principes et méthodes comptables de l'annexe, lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est inférieure à son coût d'acquisition ou à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Conformément à la norme professionnelle applicable aux estimations comptables, nos travaux ont notamment consistés à apprécier les données utilisées pour évaluer le montant des provisions et à vérifier les calculs effectués. Nous avons procédé, sur ces bases, à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Villeurbanne,
Le 30 avril 2010

Fait à Levallois-Perret,
Le 30 avril 2010

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Dominique VALETTE

G.C.A.

Jean-Yves HANS

Bilan consolidé
au 31 décembre 2009

ACTIF (en milliers d'Euros)	31-déc-09			31-déc-08
	BRUT	AMORT & DEP.	NET	
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
Immobilisations incorporelles	1 186	887	299	445
Ecart d'acquisition	28 167	12 720	15 447	16 604
Immobilisations corporelles	1 470	995	475	574
Immobilisations financières	1 572	17	1 555	2 847
Titres mis en équivalence	-		-	-
TOTAL	32 395	14 619	17 776	20 470
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
Stocks et en-cours	1		1	1
Clients & comptes rattachés	15 099	1 521	13 578	14 302
Autres créances (1)	2 894		2 894	2 634
Valeurs mobilières de placement (2)	4 409		4 409	3 959
Disponibilités	3 172		3 172	4 643
TOTAL	25 575	1 521	24 054	25 540
<u>Comptes de régularisation et assimilés</u>				
Charges constatées d'avance	194		194	565
Frais d'émission d'emprunts	200		200	308
<u>TOTAL DE L'ACTIF</u>	58 364	16 140	42 224	46 883
(1) dont impôts différés actifs :	1 657		1 657	1 431
(2) dont actions propres :	-		-	158

Bilan consolidé
au 31 décembre 2009

PASSIF (en milliers d'Euros)	31-déc-09	31-déc-08
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital	785	672
Primes	9 599	16 491
Réserves et report à nouveau	191	(154)
Ecart de conversion	(129)	(132)
Résultat de l'exercice	(3 329)	(8 827)
TOTAL	7 117	8 050
<u>INTERETS MINORITAIRES</u>	-	-
<u>PROVISIONS</u> ⁽³⁾	1 642	1 233
<u>DETTES</u>		
Emprunts et dettes financières	14 841	15 873
Fournisseurs & comptes rattachés	11 256	11 022
Autres dettes	5 770	8 344
TOTAL ⁽³⁾	31 867	35 238
<u>Comptes de régularisation et assimilés</u>		
Produits constatés d'avance	1 598	2 362
<u>TOTAL DU PASSIF</u>	42 224	46 883
<i>(3) dont passifs à plus d'un an :</i>	<i>16 754</i>	<i>17 610</i>

Compte de résultat consolidé
Période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009

En milliers d'Euros	Période 2009 (12 mois) (K€)	Exercice 2008 (12 mois) (K€)
Chiffre d'affaires	31 010	43 802
Autres produits d'exploitation	542	563
Total produits d'exploitation	31 552	44 364
Achats consommés de marchandises	-	(0)
Achats et charges externes	(18 768)	(29 795)
Charges de personnel	(10 451)	(11 383)
Impôts et taxes	(308)	(303)
Dotations aux amortissements	(465)	(640)
Dépréciations sur actif circulant	(494)	(770)
Dotations aux provisions	(19)	(240)
Autres charges	(58)	(61)
Total charges d'exploitation	(30 562)	(43 192)
Résultat d'exploitation	990	1 172
Produits financiers	642	1 045
Charges financières	(989)	(2 070)
Résultat financier	(347)	(1 026)
Résultat courant des entreprises intégrées	643	146
Produits exceptionnels	998	2 048
Charges exceptionnelles	(659)	(1 075)
Résultat exceptionnel	340	973
Impôts sur les bénéfices	16	(1 112)
Résultat net des sociétés intégrées	999	7
Résultat part du groupe des entités déconsolidées	-	(970)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(651)	-
Amortissement des écarts d'acquisition (1)	(3 677)	(7 763)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(3 329)	(8 725)
Part revenant aux intérêts minoritaires	-	102
Résultat revenant à l'entreprise consolidante	(3 329)	(8 827)
Résultat par action (part du groupe)	-0,45 €	-1,40 €
Résultat dilué par action (part du groupe)	-0,38 €	-1,24 €
(1) Dont dépréciations à caractère exceptionnel	1 135	5 611

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE
CONSOLIDES
Période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009

En milliers d'Euros	Période 2009 (12 mois)	Année 2008 (12 mois)
ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	999	7
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
- Amortissements et provisions (1)	432	2 263
- Variation des impôts différés	(175)	802
- Plus-values de cession / concessions	(809)	(1 776)
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	448	1 297
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0
Variation des actifs d'exploitation	(1 258)	2 716
Variation des passifs d'exploitation	(1 184)	3 563
<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>	<i>522</i>	<i>2 144</i>
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Cessions / concessions d'immobilisations incorporelles	0	0
Cessions d'immobilisations corporelles	0	1
Cessions / réductions d'immobilisations financières	1 026	178
Développements internes de l'exercice	0	0
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(44)	(203)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(78)	(312)
Acquisitions d'immobilisations financières	(166)	(2 688)
Variations liées aux entrées de périmètre	(2 008)	(8 715)
Variations des dettes (hors frais) consenties sur variations de périmètre	(2 031)	(1 256)
Variations liées aux entités déconsolidées	0	(299)
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements</i>	<i>(3 302)</i>	<i>(13 294)</i>
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire (nettes de frais)	2 471	3 740
Distributions de dividendes (société mère)	0	0
Rachat net d'actions propres	(31)	0
Augmentation des dettes financières (nette de frais d'émission)	0	0
Remboursement des dettes financières (2)	(540)	(3 142)
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</i>	<i>1 900</i>	<i>598</i>
VARIATION DE TRESORERIE	(879)	(10 552)
Trésorerie d'ouverture	8 444	19 087
Incidence des variations de cours de devises	17	(91)
<i>Trésorerie de clôture</i>	<i>7 581</i>	<i>8 444</i>
Valeurs mobilières de placement	4 409	3 800
Disponibilités et soldes créditeurs de banques	3 172	4 643
<i>Trésorerie de clôture</i>	<i>7 581</i>	<i>8 444</i>

(1) à l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) remboursement brut d'obligations convertibles en actions (OC) : (938 K€) minoré des plus-values sur rachats anticipés d'OC : 398 K€.

NetBooster

Société anonyme au capital de 785 241,10 €

11 rue Dieu

75010 Paris

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES DU 31/12/2009

NOTE 1 : PRESENTATION DE L'ACTIVITE

NetBooster est un groupe Internet spécialiste du Marketing Interactif dont les services incluent le conseil stratégique et opérationnel en matière de marketing on line, le référencement de sites Internet sur les moteurs de recherche et la génération et l'optimisation de trafic qualifié à fin de marketing on line, le datamining et data marketing, la création artistique de supports de marketing on line et le conseil média on line.

NOTE 2 : FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**AUGMENTATION DE CAPITAL**

Au cours du mois de mai 2009, la société NetBooster a réalisé une augmentation de capital de 2,5 Millions d'Euros.

Ces fonds ont notamment été affectés aux opérations de croissance externe et de désendettement qui suivent.

OPERATIONS DE CROISSANCE EXTERNE FINALISEES AU COURS DE L'EXERCICE**Renforcement de la participation en capital dans le groupe GUAVA**

Le groupe avait pris, en décembre 2008, une participation minoritaire de 11% dans la société GUAVA, agence de communication interactive danoise détenant de solides parts de marché en Grande-Bretagne et en Europe du Nord cotée sur le marché First North de Copenhague.

Au cours du premier semestre 2009, cette prise de participation a notamment été renforcée à l'occasion d'une nouvelle augmentation de capital d'un montant de 1,4 million d'€ souscrite par la société NetBooster.

Au 31 décembre 2009, le groupe NetBooster détient 29,89% du groupe GUAVA et en est le premier actionnaire.

Cet investissement stratégique complète la création d'un partenariat industriel entre les deux groupes fondé sur :

- leur forte complémentarité géographique (Grande-Bretagne et Europe du Nord pour Guava – Europe du Sud pour NetBooster) ;
- la mise en commun de leurs savoir-faire respectifs d'ores et déjà déployés dans neufs pays européens ;
- la complémentarité et les synergies à dégager de leurs plates-formes et outils technologiques respectifs.

Le groupe GUAVA a employé en moyenne 131 salariés au cours de son dernier exercice clos.

Il présentait les principaux agrégats suivants (exprimés en normes IFRS et en Million €) au 30 juin 2009, date de clôture de son dernier exercice d'une durée de 12 mois :

ACTIF IMMOBILISE (1)	22,2 M €	CAPITAUX PROPRES	19,0 M €
TRESORERIE	1,5 M €	DETTES FINANCIERES	5,1 M €
AUTRES ACTIFS	5,8 M €	AUTRES PASSIFS	5,4 M €
TOTAL	29,5 M €	TOTAL	29,5 M €

(1) DONT ECARTS D'ACQUISITION : 17,6 M€

CHIFFRE D'AFFAIRES	23,8 M €
EBITDA	(2,8) M €
DEPRECIATIONS D'ACTIF	(19,0) M €
RESULTAT COURANT	(22,2) M €
RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES	(12,6) M €
RESULTAT NET EXERCICE	(32,9) M €

Le groupe NetBooster a pris le contrôle du groupe GUAVA au cours du mois de février 2010 (voir note 6 – Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice).

Acquisition de la société Yellowasp

Au début de l'année 2009, le groupe a porté son pourcentage de participation de 20 à 50% dans la société Yellowasp en initiant un contrôle conjoint avec les associés fondateurs de cette entité.

Cette société exerce ses activités aux Philippines et constitue pour le groupe un point d'entrée stratégique important sur les marchés asiatiques.

Au 31 décembre 2008, les fonds propres de cette société s'élevaient à environ (166) K€ pour un chiffre d'affaires d'environ 1 M€.

Création de la société NetBooster Brasil

Au cours du second semestre 2009, la société NetBooster a créé la société NetBooster Brasil en prenant une participation de 19,53 % au capital de cette entité. Les managers fondateurs de cette entité détiennent 80% du capital.

Cette société exercera ses activités essentiellement au Brésil et constituera pour le groupe un point d'entrée stratégique important sur les marchés d'Amérique du Sud.

OPERATIONS DE REMBOURSEMENT ANTICIPE D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES

Au cours de l'année écoulée, la société NetBooster a procédé au rachat de 15 obligations convertibles en actions émises en mars 2007 en vue de les annuler. Cette opération de rachat anticipé a permis au groupe de dégager une plus-value exceptionnelle de 0,4 M€ pour une réduction de son endettement financier net de 0,94 M€.

CESSION DE LA PARTICIPATION DANS LA SOCIETE LEADMEDIA GROUP (ANCIENNEMENT NB INVEST)

La société NetBooster détenait une participation d'environ 16% dans l'ensemble LEADMEDIA GROUP / R, groupe issu de la filialisation des activités d'affiliation de la société TimeToBuy intervenue fin 2007.

A la fin de l'année 2009, le groupe NetBooster a cédé cette participation pour un prix de 461 K€, réalisant une plus-value de 411 K€ inscrite en résultat exceptionnel de l'exercice. Le groupe dispose toujours de créances financières sur cette entité (environ 1 M€) pour lesquelles il a renégocié les termes de remboursement et de rémunération au moment de sa sortie du capital. Les conditions de cette renégociation et l'amélioration des perspectives de recouvrement à long terme de sa créance lui ont permis de reprendre en produit financier de l'exercice les dépréciations constituées en 2008 pour 486 K€ au titre d'engagements complémentaires d'abandon de créance consentis fin 2008 mais finalement non réalisés en 2009.

INCIDENCES DE LA DEGRADATION DU CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL SUR L'ARRETE DES COMPTES 2009

Les comptes consolidés ont été établis en tenant compte de l'évolution de l'activité économique actuelle sur la base des paramètres financiers disponibles à la date de clôture.

Les effets de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs tels que les créances clients et les passifs. En ce qui concerne les actifs à long terme, tels que les écarts d'acquisition, il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité qui apparaît néanmoins en voie d'amélioration à la date de clôture.

Parmi les impacts les plus significatifs, on relèvera notamment :

- des pertes de valeurs d'écarts d'acquisition : 1,1 M€ (Guava) ;
- des dépréciations et pertes significatives sur les créances clients : 0,5 M€ (dont 0,2 M€ liées à des remises partielles de dettes).
- la prise en compte - pour un coût complémentaire sur l'exercice de 0,45 M€ - sous forme de provision du coût financier à supporter par la société au titre de la probable non conversion en actions des obligations convertibles toujours en circulation à la date de l'arrêté des comptes soit 1,35 M€ (voir notes 5.14 et 5.15).

CHANGEMENT DU MODE DE PRESENTATION DE CERTAINES OPERATIONS D'ACHAT-VENTE REALISEES AUPRES DE MOTEURS DE RECHERCHE

Afin de se protéger des risques éventuels d'impayés clients sur les achats de liens sponsorisés, la société NetBooster avait procédé, dès le courant 2008, à la mise en place avec ses clients annonceurs français de contrats de mandat en vertu desquels elle n'est pas solidaire de leurs obligations de règlement. A l'international, la société NetBooster généralise progressivement le règlement direct par ses clients des achats de liens sponsorisés.

Sur le plan comptable, ces évolutions se traduisent essentiellement par les incidences suivantes :

- les achats et ventes ne sont plus comptabilisés en comptes de gestion mais en comptes de bilan de sorte que le chiffre d'affaires de ces opérations se limite désormais à la commission d'agence perçue par l'entité ;
- les décalages d'achat-ventes moteurs ne sont plus présentés en comptes de régularisation (charges ou produits constatés d'avance) mais en débiteurs ou créditeurs divers.

Les comptes proforma qui suivent permettent de mesurer l'incidence de ce changement de mode de présentation sur le compte de résultat consolidé de la période.

K€	Historique 2009	Retraitements contrats de mandats	Proforma 2009	Proforma 2008
Chiffre d'affaires	31 010	10 966	41 976	48 069
Autres produits d'exploit.	542		542	563
Produits d'exploitation	31 552	10 966	42 518	48 632
Achats et charges ext.	18 767	10 966	29 733	34 062
Charges de personnel	10 451		10 451	11 383
Impôts et taxes	308		308	303
Amortissements et Dépr.	978		978	1 650
Autres charges	58		58	61
Charges d'exploitation	30 562	10 966	41 528	47 459
Résultat d'exploitation	990	-	990	1 173

DESACCORD SIGNIFICATIF AVEC L'ADMINISTRATION FISCALE

A l'issue d'un contrôle fiscal opéré à la fin de l'exercice, la société NetBooster s'est vue rappeler par l'administration fiscale des droits d'enregistrement au titre de cessions de droits sociaux de sociétés étrangères pour un montant global d'environ 0,85 M€.

La société conteste d'une part le fondement du fait générateur de taxation invoqué par l'administration et d'autre part le montant des droits effectivement dus (estimés de son point de vue à 8 K€ en principal et par ailleurs provisionnés au passif des comptes au 31 décembre 2009).

Afin de solutionner ce désaccord significatif, la société étudie les différents recours à sa disposition pour faire valoir sa position dans les meilleures conditions. A la date de l'arrêté des comptes, le conseil d'administration estime que la société dispose d'arguments suffisamment étayés à opposer à l'administration fiscale et a donc décidé de ne pas provisionner ce risque complémentaire.

NOTE 3 : PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe NetBooster sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et au règlement CRC n°99-02 homologué par arrêté du 22 juin 1999.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les sociétés dans lesquelles NetBooster détient, de manière durable, directement ou indirectement, une participation supérieure à 40% des droits de vote et pour lesquelles le Groupe détient le contrôle exclusif, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des associés minoritaires dans les filiales consolidées.

Les sociétés dans lesquelles NetBooster exerce une influence notable sur les politiques financière et opérationnelle sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Sauf cas particuliers, l'influence notable est présumée lorsque le groupe dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de l'entité.

Les sociétés pour lesquelles les actions ou parts ne sont détenues qu'en vue de leur cession ultérieure ne sont pas consolidées.

Les sociétés sont consolidées sur la base des comptes annuels ou à défaut d'une situation intermédiaire arrêtée au 31 décembre 2009.

Les sociétés acquises au cours de la période sont consolidées à compter de leur prise de contrôle.

Les sociétés cédées au cours de la période sont déconsolidées à compter du transfert de leur contrôle.

Lorsque la cession est d'une importance significative, notamment afin de faciliter les comparaisons dans le temps, la quote-part du groupe dans le résultat net de l'entité cédée est présentée sur une seule ligne au compte de résultat. L'annexe détaille alors les principaux éléments du compte de résultat jusqu'à la date du transfert de contrôle.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées par les sociétés du Groupe NetBooster sont les suivantes :

Note 3.1 Immobilisations incorporelles

- Les dépenses de développement engagées par le groupe NetBooster sont inscrites à l'actif immobilisé des Comptes Annuels dès lors que les conditions suivantes sont simultanément remplies :
 - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente est démontrée ;
 - l'entreprise a l'intention d'achever l'immobilisation et de l'utiliser ou de la vendre ;
 - l'entreprise a la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle ;

- l'immobilisation incorporelle génèrera des avantages économiques futurs (existence d'un marché ou d'une utilité en interne) ;
- l'entreprise dispose des ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation ;
- l'entreprise a la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement comprennent :

- les salaires, appointements et autres coûts annexes du personnel affecté au développement ;
- les éventuelles dépenses d'études et de développement soustraitées à des entreprises extérieures ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles ou incorporelles affectées de manière exclusive au développement.

Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue des outils développés débutant dès l'exercice d'inscription, à compter de leur mise en service. L'échec des projets de développement se traduit dès sa constatation par l'amortissement exceptionnel définitif des frais de développement correspondants.

- Les logiciels acquis ou créés en interne figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition ou de développement ; ils font l'objet d'un amortissement sur la durée d'utilisation prévue à compter de leur mise en service.
- Les dépôts de marques figurent au bilan pour leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis.

Note 3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont présentées à leur coût d'acquisition, diminué d'un amortissement calculé suivant le mode linéaire (L) sur la base de leur durée de vie économique. Les durées d'utilisation appliquées sont les suivantes :

- Agencements et installations	:	5 à 10 ans (L)
- Matériel de bureau	:	de 3 à 5 ans (L)
- Mobilier de bureau	:	de 5 à 10 ans (L)

Note 3.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent à des titres de participation ou des créances financières concernant des entités non consolidées et à des dépôts de garantie enregistrés au bilan pour le montant versé.

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ; lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est inférieure à son coût d'acquisition ou à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Note 3.4 Ecarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés nouvellement consolidées (incluant les coûts de transaction) et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de la filiale est, après analyse, répartie entre :

- les écarts d'évaluation afférents aux actifs et passifs identifiables,
- l'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Inscrite à l'actif du bilan sous la rubrique « Ecarts d'acquisition », cette valeur est amortie, sauf cas exceptionnel, sur une durée maximale de 10 ans (cette durée peut être exceptionnellement portée au-delà de 10 ans dans des cas de pérennité spécifique des flux d'avantages économiques attendus de l'entité intégrée).

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée indéfinie sont soumis à un test de dépréciation lors de chaque clôture annuelle ou lorsqu'il existe un indice montrant qu'une diminution de valeur a pu se produire.

Note 3.5 Stocks

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Si la valeur des stocks (prix de marché ou valeur nette de réalisation) à la date de clôture est inférieure à leur coût, une provision pour dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Note 3.6 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et une provision pour dépréciation spécifique est constituée pour des créances identifiées comme présentant un risque d'irrécouvrabilité totale ou partielle.

Les créances présentant une incertitude ou absence d'information positive d'assurance de recouvrement font également l'objet d'une provision pour dépréciation.

Note 3.7 Opérations, créances et dettes en devises

Les créances et dettes en devises sont converties en cours d'exercice, au cours de change du jour de la transaction (ou en cas d'opérations multiples dans une même devise sur une période donnée au cours de change mensuel moyen) et au cours de clôture à la date d'arrêté des comptes. Dans le cas où des pertes ou des gains de change latents sont constatés à la clôture de l'exercice, les écarts de conversion inscrits dans les comptes individuels sont inscrits en résultat consolidé.

Note 3.8 Valeurs mobilières de placement – Equivalents de trésorerie

A défaut d'être considérées comme équivalents de trésorerie, les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat. Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire devient inférieure à leur valeur comptable.

La valeur d'inventaire des valeurs mobilières cotées est notamment estimée par référence au cours boursier moyen du dernier mois de la période d'arrêté.

Les placements de trésorerie à court terme, très liquides et facilement convertibles en un montant connu de liquidités et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative, sont considérés comme des équivalents de trésorerie et sont évalués à leur juste valeur à la clôture de l'exercice.

Note 3.9 Impositions différées

Certains décalages d'imposition dans le temps peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable et le résultat consolidé avant impôt.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés selon la méthode du report variable, c'est-à-dire au dernier taux connu à la date de clôture.

Pour les sociétés françaises, ce taux s'élève à 33 1/3 % quelle que soit l'échéance des différences temporaires.

Pour les sociétés étrangères, les taux utilisés s'élèvent respectivement à :

- Royaume Uni : 21,00 %
- Allemagne : 30,80 %
- Espagne : 30,00 %
- Italie : 27,50 %
- Philippines : 32,00 %
- Finlande : 26,00 %

Les actifs d'impôts différés résultant de différences temporaires ou de reports fiscaux déficitaires sont limités aux passifs d'impôts différés de même échéance, sauf si leur imputation sur des bénéfices fiscaux futurs est fortement probable à un horizon prévisible généralement compris entre un et trois ans et dans la mesure où, sauf exception, la société n'a pas connu deux exercices consécutifs déficitaires sur un plan fiscal au cours des deux derniers exercices clos.

Note 3.10 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les ressources du Groupe proviennent de contrats de prestations

- soit récurrents, typiquement conclus pour une durée initiale d'un an, renouvelables par tacite reconduction ;
- soit à caractère plus ponctuel basés sur la mise à disposition de moyens humains - sous forme de journées hommes - (activité de Création, Consulting, Emailing).

Il existe deux types principaux de contrats de prestations récurrentes : l'un concerne les prestations dites de Référencement, l'autre les prestations de génération de trafic dites de P.P.C. (Pay Per Click) et P.L. (Paid Listing) ou Liens Sponsorisés.

Les contrats de Référencement se décomposent en trois phases :

- une phase préalable d'audit nécessaire à la mise en évidence des spécificités des besoins de Référencement du client ;
- une phase de réalisation pendant laquelle est mise en œuvre la prestation ;
- une phase de suivi pendant laquelle l'entreprise vérifie et valide le maintien de la pertinence du Référencement initial.

Ce chiffre d'affaires est constaté en comptabilité de la manière suivante :

- la phase d'audit et de réalisation, facturée dès la signature du contrat, donne lieu à un étalement sur la période de réalisation de la prestation.
- la prestation de suivi, facturée d'avance, donne également lieu à un étalement sur la période de réalisation de la prestation en application des règles propres aux prestations continues successives.

Les contrats de P.P.C. et P.L. se décomposent en deux phases :

- une phase de préparation des informations, mots clés et autres éléments ;
- une phase de suivi et d'optimisation pendant laquelle l'entreprise s'assure que la génération de trafic réponde à l'objectif fixé au préalable.

La facturation intervient mensuellement pour les volumes délivrés au cours du mois. Le chiffre d'affaires correspondant est constaté en comptabilité selon la période de livraison du trafic Internet facturé.

Note 3.11 Provision pour risques et charges

Provision pour risques

- Provision pour litiges

Une provision pour risque est constituée en cas de litige avec les tiers sur la base d'une analyse au cas par cas.

Provision pour charges

Une provision pour charges est constituée par les sociétés du groupe dans l'hypothèse où elles auront à supporter dans le futur de manière probable une sortie de ressources sans pouvoir attendre de contrepartie au moins équivalente. Cette sortie de ressource doit toutefois pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante à la date d'arrêté des comptes.

Note 3.12 Reconnaissance d'opérations en résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend, le cas échéant, des éléments extraordinaires correspondant à des opérations ou événements non récurrents d'une importance significative par leur montant.

Note 3.13 Résultat ramené à une action

Les résultats par action sont calculés et présentés par référence aux principes posés par l'avis n°27 émis par l'Ordre des Experts-Comptables.

Ces calculs s'appuient notamment sur :

- le résultat net – part du groupe de la période ;
- le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période de constatation du résultat.

Note 3.14 Indemnités de fin de carrière – Droits individuels à formation

Compte tenu de son montant non significatif du fait de l'ancienneté moyenne et de l'âge moyen des employés, aucune provision pour indemnités de fin de carrière n'est comptabilisée.

Conformément à la Législation en vigueur, les salariés des sociétés françaises du groupe ont acquis à partir de l'année 2004, des droits individuels à la formation (4 415 heures au 31 décembre 2009).

Ces droits constituent une charge potentielle dont le caractère éventuel ne permet pas de répondre aux critères actuels de reconnaissance des passifs. En conséquence le groupe ne comptabilise aucune provision à ce titre.

Note 3.15 Instruments financiers

La société n'a recours à aucun instrument financier (couverture de change ou couverture de taux).

Note 3.16 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en Euro au taux de change constaté à la date de clôture de l'exercice ou de la période.

Les comptes de résultat et les flux de trésorerie de ces mêmes sociétés sont convertis au taux moyen de l'exercice ou de la période.

Les différences de conversion engendrées par la traduction en Euro des comptes des sociétés étrangères sont présentés dans les capitaux propres consolidés du groupe au poste « Ecart de conversion ».

NOTE 4 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION• **VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION****ENTREES DE PERIMETRE**

- **GUAVA**, par prises de participation complémentaires successives jusqu'à 29,89% au 31 décembre 2009.

Ce groupe danois est consolidé par mise en équivalence depuis le 15 mai 2009.

Il présente les principaux agrégats suivants (exprimés en normes IFRS et en Million €) au 30 juin 2009, date de clôture de son dernier exercice clos d'une durée de 12 mois :

ACTIF IMMOBILISE	22,2 M €	CAPITAUX PROPRES	19,0 M €
TRESORERIE	1,5 M €	DETTES FINANCIERES	5,1 M €
AUTRES ACTIFS	5,8 M €	AUTRES PASSIFS	5,4 M €
TOTAL	29,5 M €	TOTAL	29,5 M €

CHIFFRE D'AFFAIRES	23,8 M €
EBITDA	(2,8) M €
DEPRECIATIONS D'ACTIF	(19,0) M €
RESULTAT COURANT	(22,2) M €
RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES	(12,6) M €
RESULTAT NET EXERCICE	(32,9) M €

Le groupe GUAVA a employé en moyenne 131 salariés au cours de son dernier exercice clos.

- **Yellowasp**, détenue à 50% depuis le 1er janvier 2009 par acquisition d'une quote-part supplémentaire de capital d'environ 30%.

Cette société philippine est consolidée par intégration proportionnelle.

A son entrée de périmètre, elle présente les principaux agrégats suivants :

ACTIF (K€)	01/01/09	PASSIF (K€)	01/01/09
Actif immobilisé	66	Capitaux propres	(166)
Actif circulant	389	Passif circulant	700
Trésorerie	79		
TOTAL	534	TOTAL	534

COMPTE DE RESULTAT (K€) (1)	2008
Chiffre d'affaires	1 029
Résultat d'exploitation	(281)
Résultat courant	(282)
Résultat net	(188)

(1) Converti au taux de change moyen sur 2008

• **SYNTHESE DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

Société mère :**NetBooster SA (NBSA)**

11, rue Dieu
75010 PARIS
Capital social : 785 241 euros
N°Siren : 418 267 704

Filiale Italienne :**NetBooster Agency Italy srl**

Via Sicilia, 43
43 00187 ROME - ITALIE
Capital social : 10 000 euros
N° immat. : 06972551003
Pourcentage d'intérêts : 100 %
Méthode : Intégration globale

Filiale allemande :**NetBooster GmbH**

Berner Straße 64
60437 Frankfurt
Allemagne
Capital social : 75 000 euros
N° immat. : HRB74664 Frankfurt
Pourcentage d'intérêts : 100 %
Méthode : Intégration globale

Filiale britannique :**NetBooster Ltd**

Bracton House - 34/36 High Holborn
London - WC1V 6AE
Angleterre
Capital social : 50 000 GBP
N° immat. : 3980225
Pourcentage d'intérêts : 100 %
Méthode : Intégration globale

Filiale Philippine :**Yellowasp Corporation**

Unit 2101 Antel Corporation Center
121 Valero Street, Salcedo Village
Makaki City
Capital social : 500 000 PHP
N° immat. : SEC A 20000 4986
Pourcentage d'intérêts : 50 %
Méthode : Intégration proportionnelle
Entrée le 1^{er} janvier 2009

Filiale détenue par la société**NetBooster Spain SL****Filiale espagnole :****EVOLNET MEDIA SL**

15, Plaza Manuel Becerra
28028 MADRID
Espagne
Capital social : 3 500 euros
N° immat. : B83524751
Pourcentage d'intérêts : 100 %
Méthode : Intégration globale

Filiale française :**PIXIDIS SARL**

11, rue Dieu
75010 PARIS
Capital social : 8 000 euros
N° Siren : 493 019 731
Pourcentage d'intérêts : 100 %
Méthode : Intégration globale

Filiale espagnole :**NetBooster Spain SL**

Plaza de Manuel Becerra,15
28028 MADRID
Espagne
Capital social : 3 010 euros
N° immat. : B84421320
Pourcentage d'intérêts : 100 %
Méthode : Intégration globale

Filiale finlandaise :**NetBooster Finland**

Lönnrotinkatu 20
00120 Helsinki
Finlande
Capital social : 4 000 euros
N° immat. : 1473785-5
Pourcentage d'intérêts : 100 %
Méthode : Intégration globale

Participation danoise :**GUAVA**

Amaliegade 3-5
DK-1256 Copenhagen K
Capital social : 16 615 510 DKK
N° immat. : CVR - 27 21 65 79
Pourcentage d'intérêts : 29,89 %
Méthode : Mise en équivalence
Entrée le 15 mai 2009

EXCLUSIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION**Participation BUZZ LEMON**

La société Buzz Lemon dans laquelle la société NetBooster SA a acquis une participation de 50% pour un prix de 3 811 € au cours de l'exercice 2005 est une entité spécialisée dans les prestations de Buzz Marketing.

Cette entité a été mise en liquidation judiciaire en avril 2008. Précédemment non consolidée pour son caractère peu significatif, cette participation est désormais inscrite à l'actif des comptes consolidés du groupe pour une valeur nulle.

Participation NetBooster Asia

La société NetBooster SA détient depuis le 5 novembre 2007 une participation dans le capital de la société NetBooster Asia, joint venture spécialisée dans le search marketing évoluant sur le marché asiatique. Le management de cette entité détient plus de 80% de son capital de sorte que le groupe a décidé de ne pas intégrer cette participation dans son périmètre de consolidation.

Au 31 décembre 2009, les fonds propres de cette société s'élèvent à (265) K€. Son chiffre d'affaires de l'année 2009 s'élève à 716 K€.

Cette participation est inscrite à l'actif des comptes consolidés du groupe à son coût d'acquisition soit 23 200 €.

Participation EMAILING NETWORK EUROPE SL

La société NetBooster SPAIN a souscrit en octobre 2007 à une augmentation de capital de la société EMAILING NETWORK EUROPE SL. Le fondateur et manager local de cette entité détient toujours après cette opération plus de 80% de son capital de sorte que le groupe a décidé de ne pas intégrer cette participation dans son périmètre de consolidation.

Au 31 décembre 2009, les fonds propres de cette société s'élèvent à 157 K€. Son chiffre d'affaires de l'année 2009 s'élève à 597 K€.

Cette participation est inscrite à l'actif des comptes consolidés du groupe à son coût d'acquisition (soit 74 300 €).

Participation NetBooster Brasil

Au cours du second semestre 2009, la société Netbooster a créé la société NetBooster Brésil en prenant une participation de 20% au capital de cette entité. Les managers fondateurs de cette entité détiennent 80% du capital de sorte que le groupe a décidé de ne pas intégrer cette participation dans son périmètre de consolidation.

Cette participation est inscrite à l'actif des comptes consolidés du groupe à son coût d'acquisition (soit 9 836 €).

NOTE 5 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**Note 5.1 Immobilisations incorporelles**

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit:

En milliers d'€	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Marques/Frais de dépôts	49	-	-	49
Logiciels	914	5	-	919
Logiciels de recherche	4	-	-	4
Autres droits	175	39	-	214
TOTAL	1 142	44	-	1 186

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

En milliers d'€	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Marques/Frais de dépôts	6	-	-	6
Logiciels	635	124	-	759
Logiciels de recherche	4	-	-	4
Autres droits	52	66	-	118
TOTAL	696	190	-	887

Note 5.2 Ecart d'acquisition

Le tableau ci-après détaille les principaux éléments de détermination des écarts d'acquisition constatés à l'occasion des entrées de périmètre.

Société	Date Entrée	Prix d'acquisition	dont frais d'acquisition	% acquis	Q-Part de capitaux propres acquise	Ecart d'acquisition	Durée amortis.	Mode amortis.
Reverso	01/02/2006 juin/sept. 2007	5	1	20%	1	5	5 ans	linéaire
		78	7	80%	(227)	305	5 ans	linéaire
Time To Buy	15/11/2006	5 736	133	100%	855	4 881	10 ans	linéaire
Profil One	15/11/2006	1 477	38	100%	366	1 111	7 ans	linéaire
NetBooster Italy	30/04/2007	2 550	94	100%	(8)	2 558	8 ans	linéaire
NetBooster Finland	01/07/2007	9 547	274	100%	1 640	7 907	15 ans	linéaire
PPConsulting (2)	12/06/2008	1 581	74	40%	112	1 470	3 ans	linéaire
Evolnet	01/07/2008	7 455 (1)	135	100%	321	7 134	10 ans	linéaire
Yellowasp	01/01/2009	214	14	50%	(83)	297	5 ans	linéaire
Guava	15/05/2009	3 051	340	29,89%	551	2 501	8 ans	linéaire

(1) La société Evolnet a été acquise par la société NetBooster Spain en 2008 : un complément de prix de 1 119 K€ (voir note 5.17) a été acquitté début 2009 au titre de l'année 2008. Aucun complément de prix n'est dû au titre de l'année 2009.

D'autres compléments de prix sont conditionnés par les performances de la société Evolnet sur l'exercice 2010.

Ils ont été révisés au 31 décembre 2009 sur la base de prévisions d'activité réalisées par le groupe à l'occasion de la clôture annuelle.

(2) 60% des titres de cette entité avaient été souscrits à sa création.

Les variations des valeurs brutes de ce poste s'analysent comme suit:

En milliers d'€	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Reverso	309	-	-	309
Time to buy	4 881	-	-	4 881
Profil one	1 111	-	-	1 111
NetBooster Italy	2 558	-	-	2 558
NetBooster Finland	7 907	-	-	7 907
PPconsulting	1 470	-	-	1 470
Evolnet Média	7 411	-	277 (1)	7 134
Yellowasp	-	297	-	297
Guava	-	2 501	-	2 501
TOTAL	25 646	2 798	277	28 167

(1) Cette diminution fait suite à la révision des estimations de compléments de prix dus par le groupe.

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

En milliers d'€	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Reverso 01/02/2006 - 5 ans	309	-	-	309
Time to buy 15/11/2006 - 10 ans	1 037	488	-	1 525
Profil one 15/11/2006 - 7 ans	337	159	-	496
NetBooster Italy 30/04/2007 - 8 ans	615	307	-	922
NetBooster Finl. 01/07/2007-15 ans	6 122	132	-	6 254
PPconsulting 15/06/2008- 3 ans	252	490	-	742
Evolnet Média 01/07/2008 - 10 ans	371	712	-	1 083
Yellowasp 01/01/2009 - 5 ans	-	59	-	59
Guava 15/05/2009 - 8 ans	-	1330 (1)	-	1 330
TOTAL	9 043	3 677	-	12 720

(1) Dont dépréciation à caractère exceptionnel : 1 135 K€. Cette dépréciation est liée à la valorisation retenue lors d'une augmentation de capital initiée en février 2010 par la société GUAVA (voir note 6 – Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice).

Les tests de dépréciation mis en place, basés sur une méthode DCF (Discounted Cash Flow), ont retenu les hypothèses suivantes :

- Période des projections : 5 ans
- Coût moyen pondéré du capital (taux d'actualisation) : 14,00 %
- Taux d'actualisation du dernier flux normatif à l'infini : 2,50 %

Note 5.3 Immobilisations corporelles

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

En milliers d'€	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Aménagements des constructions	153	-	-	153
Agcmts, mat. et mobiliers de bureau	1 197	138 (1)	18	1 317
TOTAL	1 350	138	18	1 470

(1) dont liée aux entrées de périmètre : 60 K€

Les variations des amortissements s'analysent comme suit:

En milliers d'€	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Aménagements des constructions	126	15	-	141
Agcmts, Mat. et mobiliers de bureau	650	222 (1)	18	854
TOTAL	776	237	18	995

(1) dont liée aux entrées de périmètre : 27 K€

Note 5.4 Immobilisations financières

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

En milliers d'€	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Participations (1)	1 367	45	1 291 (2)	121
Autres immobilisations financières	1 969	121	639 (3)	1 451 (4)
TOTAL	3 337	166	1 930	1 572

(1) Voir note 4 relative aux entités non consolidées.

(2) Ces mouvements sont liés aux entrées de périmètre des sociétés Guava et Yellowasp (1 216 K€) et à la cession des titres de la société NB Invest (devenue LEADMEDIA GROUP) (50 K€).

(3) Dont liées aux variations de périmètre : 100 K€.

(4) Dont part à plus d'un an : 615 K€ et part à plus de 5 ans : 830 K€.

Les dépréciations constituées sur les immobilisations financières s'analysent comme suit :

En milliers d'€	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Participations	4	-	-	4
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	486	13	486 (1)	13
TOTAL	490	13	486	17

(1) Cette reprise de dépréciation est consécutive à la renégociation et à l'amélioration des perspectives de recouvrement de la créance détenue sur la société LEADMEDIA GROUP (ex NB Invest) suite au retour à meilleure fortune de cette entité constaté en fin d'exercice (voir faits significatifs de l'exercice page 4).

Note 5.5 Participations consolidées par mise en équivalence

L'incidence des participations consolidées par mise en équivalence sur les comptes consolidés du groupe est synthétisée dans le tableau ci-dessous.

En milliers d'€	Mvts
<i>Position au 1^{er} janvier 2009</i>	-
Titres GUAVA (29,89%) <i>(Quote-part de situation nette retraitée à la date d'entrée dans le groupe)</i>	551
Contribution au résultat 2009 du groupe	(651)
Contribution 2009 aux réserves consolidées (1)	(47)
Contribution aux écarts de conversion du groupe	(23)
Provision pour contribution négative aux capitaux propres du groupe à la clôture au 31 décembre 2009.	(169)

(1) Opérations sur actions propres et frais d'augmentation de capital imputés sur primes d'émission.

Note 5.6 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit au 31 décembre 2009 :

Créances clients et comptes rattachés (En milliers d'€)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Clients et comptes rattachés	15 099	15 489
Prov pour créances douteuses	(1 521)	(1 187)
TOTAL	13 578	14 302

Les créances clients intègrent les sommes engagées par le groupe pour le compte de ses clients au titre des achats d'espace réalisées auprès des moteurs de recherche. En application des règles relatives en France aux contrats de mandat (voir faits significatifs de l'exercice), ces flux ne figurent ni en chiffres d'affaires ni en charges externes.

Les variations des dépréciations sur postes de créances s'analysent comme suit :

Créances clients et comptes rattachés (En milliers d'€)	1er janvier 2009	Augm. de la période	Reprises de la période	31 décembre 2009
Prov. pour créances douteuses	1 187	525 (1) (2)	190	1 521
TOTAL	1 187	525	190	1 521

(1) dont liées aux différences de conversion sur résultat de la filiale anglaise : 8 K€.

(2) dont liées aux variations de périmètre : 23 K€.

Note 5.7 Autres créances

Les autres créances ont une échéance inférieure à un an (à l'exception des impôts différés actif – voir note 5.8) et s'analysent comme suit au 31 décembre 2009 :

(En milliers d'€)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Etat impôts sur les bénéfices	201	354
Etat impôts différés actif	1 657	1 431
Autres créances fiscales	652	584
Autres créances opérationnelles	384	265
TOTAL	2 894	2 634

Note 5.8 Impôts différés actifs

(En milliers d'€)	31 décembre 2009	31 déc. 2008
NetBooster SA	1 393	1 344
NetBooster LTD (Royaume Uni)	21	5
NetBooster GmbH (Allemagne)	-	38
NetBooster Italy	83	43
NetBooster Spain	43	-
Yellowasp	44	-
NetBooster Finland	73	-
TOTAL	1 657	1 431

A la clôture des comptes au 31 décembre 2009, les échéances des impôts différés actifs se répartissent comme suit (K€) :

(En milliers d'€)	- 1 an	de 2 à 3 ans	de 4 à 5 ans	Total
NetBooster SA	817	576	-	1 393
NetBooster LTD (Royaume Uni)	-	21	-	21
NetBooster Italy	30	53	-	83
NetBooster Spain	43	-	-	43
Yellowasp	15	29	-	44
NetBooster Finland	23	50	-	73
TOTAL	928	729	-	1 657

L'essentiel des impôts différés actifs correspond à des économies d'impôts attendues des reports déficitaires dont sont détentrices les sociétés du groupe :

Tableau des reports de déficits fiscaux (1) des sociétés du groupe

(En milliers d'€)	Taux d'impôt différés (%) (report variable)	Reports déficitaires au 31/12/2009 (1)	Taux d'activation des pertes fiscales (%) 31/12/2009	Reports déficitaires non activés au 31/12/2009 (1)
NetBooster SA	33,33 %	5 306	79 %	1 122
NetBooster LTD	21,00 %	91	100 %	-
NetBooster Italy	27,50 %	224	100 %	-
NetBooster Spain	30,00 %	130	100 %	-
Yellowasp	32,00 %	130	100 %	-
NetBooster Finland	26,00 %	287	100 %	-

(1) corrigés des décalages temporaires d'imposition et des retraitements de consolidation mais hors déficits liés aux économies d'impôt liées aux frais d'augmentation de capital à réallouer en capitaux propres (710 K€ de bases) et non encore reconnues au 31/12/2009.

➤ La société NetBooster SA enregistre depuis 2004 des résultats fiscaux positifs.

A la clôture des comptes, le groupe estime probable l'imputation d'environ 4 184 K€ de pertes fiscales sur les résultats fiscaux futurs des trois prochaines années à partir de l'exercice 2010.

Note 5.9 Valeurs mobilières de placement - Trésorerie

(En milliers d'€)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Actions propres	-	158
Valeurs mobilières de placement (1)	4 409	3 800
Disponibilités	3 172	4 643
TOTAL	7 581	8 602

(1) Ces lignes de placements sont constituées d'OPCVM classiques de Trésorerie et de certificats de dépôts négociables.

Note 5.10 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 194 K€ au 31 décembre 2009 vs 565 K€ au 31 décembre 2008.

Note 5.11 Frais d'émission d'emprunt (200 K€)

La société NetBooster a acquitté 618 366 € de frais relatifs à l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions de 20 000 000 €, remboursable en une annuité unique au 23 mars 2012 en cas de non conversion en actions. Ces frais sont inscrits à l'actif des comptes et amortis en mode linéaire sur la durée de l'emprunt (5 ans).

La charge d'amortissement directe enregistrée sur l'exercice 2009 s'élève à 108 381 € dont 12 921 € d'amortissement accéléré enregistré au titre des obligations convertibles en actions rachetées par la société au cours de l'exercice (4,69% des titres initialement émis).

Note 5.12 Capitaux propres**Opérations de la période sur le capital social de la société consolidante**

Le capital social de la société NetBooster s'élevait à 672 014,30 € au 31 décembre 2008 et était constitué de 6 720 143 actions de valeur nominale 0,10 euro. Les mouvements sur le poste capital de l'entité consolidante s'analysent comme suit :

En €	Nombre actions	Nominal	Montant
Ouverture de l'exercice	6 720 143	0,10	672 014,30
Augm. de capital (actions gratuites) (30/01/2009)	25 159	0,10	2 515,90
Augm. de capital en numéraire (18/05/2009)	1 075 630	0,10	10 756,30
Augm. de capital (actions gratuites) (22/06/2009)	31 479	0,10	3 147,90
Clôture de l'exercice	7 852 411	0,10	785 241,10

L'ensemble des opérations d'augmentation de capital de la période a permis à la société de dégager des primes d'émission pour un montant net de frais de 2 364 K€.

La société a procédé à un certain nombre d'émissions de droits donnant accès à son capital. L'ensemble des droits en circulation au 31 décembre 2009 est synthétisé dans le tableau ci-après :

	Nombre de titres ou droits	Année/date de départ des options	Durée de validité	Parité d'exercice maximale (nb act. pour 1 inst.)	Prix de souscription ou conversion	% maximal de capital (droits financiers)
Actions gratuites	38 350	2009	5 ans	NA	0 €	0,38 %
Actions gratuites	48 450	2010	5 ans	NA	0 €	0,48 %
Actions gratuites	82 666	2011	5 ans	NA	0 €	0,81 %
Bons de souscription d'actions M	78 170	2006 à 2008	5 ans	1 pour 1	4,995 €	0,77 %
Bons de souscription d'actions (1)	323 997	15 juil. 2010	8 ans	0,30865 pour 1	5,00 €	0,98 %
Obligations convertibles en actions	232	23 mars 2007	5 ans	5 000 pour 1	12,50 €	11,42 %
Bons de souscription d'actions 2009	234 510	2009 à 2011	5 ans	1 pour 1	2,26 €	2,31 %
Bons de créateur d'entreprises 2009	580 000	2009 à 2011	5 ans	1 pour 1	2,26 €	5,71 %

(1) Ces bons de souscription bénéficient aux cédants de la société Evolnet ; ils sont susceptibles d'être exercés dans la limite d'un plafond global de 500 000 € sous déduction de toute somme due par eux au titre de l'application de la convention de garantie d'actif et passif contractée dans le cadre de l'acquisition de la société Evolnet par NetBooster Espagne. La parité de conversion est de 0,30865 action pour 1 bon exerçable.

Les pourcentages du tableau ci-dessus sont déterminés en partant de l'hypothèse que tous les droits seront effectivement exercés.

Le tableau de variation des capitaux propres s'établit comme suit :

En milliers d'€uros	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Capitaux propres
Situation au 01/01/2008	594	12 988	(781)	469	(72)	13 197
Variations de capital (entité consolidante)						
Augmentations de capital	78	3 669	-	-	-	3 747
Frais d'augmentation de capital	-	(7)	-	-	-	(7)
Prélèvement pour réserves indisponibles	-	(158)	158	-	-	-
Reclassement résultat exercice précédent	-	-	469	(469)	-	-
Résultat consolidé de la période	-	-	-	(8 827)	-	(8 827)
Variations des écarts de conversion	-	-	-	-	(60)	(60)
Situation au 01/01/2009	672	16 491	(154)	(8 827)	(132)	8 050
Variations de capital (entité consolidante)						
Augmentations de capital	108	2 432	-	-	-	2 540
Frais d'augmentation de capital	-	(68)	-	-	-	(68)
Transferts et prélèvements sur primes	5	(9 225)	9 220	-	-	-
Reclassement résultat exercice précédent	-	-	(8 827)	8 827	-	-
Résultat consolidé de la période	-	-	-	(3 329)	-	(3 329)
Variations des écarts de conversion	-	-	-	-	26	26
Variation du poste actions propres	-	(31)	-	-	-	(31)
Incidences des entités consolidées par mise en équival.	-	-	(47)	-	(23)	(70)
Situation au 31/12/2009	785	9 599	191	(3 329)	(129)	7 117

Note 5.13 Information financière réduite à une seule action

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Nombre moyen pondéré d'actions	7 428 746	6 325 269
Résultat net par action – part du groupe	(0,45) €	(1,40) €

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Nombre moyen pondéré d'actions (/dilution)	8 271 591	7 133 845
Résultat dilué par action – part du groupe	(0,38) €	(1,24) €

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Nombre d'actions en circulation en fin de période	7 852 411	6 720 143
Fonds propres par action (1)	0,91 €	1,20 €

(1) y compris le résultat net – part du groupe de la période

Note 5.14 Provisions pour risques et charges

En milliers d'€uros	01/01/2009	Augmentation	Reprises	31/12/2009
<u>Provisions pour risques</u>	1 048	524	145	1 427
Provisions pour litiges	75	-	75	-
Risque de non conversion des obligations convertibles (1)	903	451	-	1 354 (4)
Autres risques (2)	70	73	70	73
<u>Provisions pour charges</u>	185	29	168	46
Provisions pour livraison aux salariés d'actions propres (3)	185	19	168	36
Autres	-	10	-	10
<u>Provisions sur mises en équivalence</u>	-	169	-	169
Participation GUAVA	-	169	-	169
TOTAL	1 233	722 (5)	313	1 642

(1) A la clôture des comptes consolidés, le groupe estime peu probable la conversion en actions des obligations convertibles à échéance du 23 mars 2012. Ce risque se traduit par une charge financière supplémentaire à étaler sur la durée totale de l'emprunt selon le rythme présenté en note 5.15.

(2) Ces provisions concernent la société NetBooster Italy.

(3) Voir les développements spécifiques ci-dessous.

(4) Dont échéances à plus d'un an : 1 354 K€.

(5) Dont dotations d'exploitation : 21 K€
Dotations à caractère financier : 451 K€
Dotations à caractère exceptionnel : 81 K€
Hors résultat (mises en équivalence) : 169 K€

A la connaissance du groupe, il n'existe, à la date d'arrêté des comptes consolidés, aucun fait exceptionnel ou litige autres que ceux relatés dans les présentes, susceptible d'avoir une incidence significative sur sa situation financière, son patrimoine, son activité et ses résultats.

INCIDENCES DES RACHATS D' ACTIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT DU GROUPE

En application de l'avis CNC n° 2008-17 du 6 novembre 2008, le rachat des actions propres en vue de leur attribution aux salariés produit les incidences suivantes sur les comptes 2009 :

en K€uros	Nombre d'actions Gratuites	Valeur des actions (K€)	Salaires et traitements		Contributions sociales	
			Provision pour charge	Livraison de titres	Provision pour charge	Passif exigible
Actions gratuites attribuées en 2009						
Actions rachetées	31 541	158 K€	-	158 K€	-	-
Actions nouvelles émises	56 638	146 K€	NA	NA (1)	-	-
Actions gratuites en cours d'acquisition						
Actions rachetées	-	-	-	-	-	-
Actions nouvelles émises	169 466	373 K€	NA	NA (1)	36 K€	-
Incidence sur le bilan en clôture			-	-	36 K€	-
Incidence sur les charges de personnel 2009			9 K€		23 K€	

- (1) L'attribution d'actions gratuites par voie d'émission d'actions nouvelles se traduit par une augmentation de capital par prélèvement sur les réserves du groupe et ne produit aucune incidence sur le compte de résultat de la période.

Note 5.15 Dettes financières

Le poste "Emprunt obligataire convertible" est pour l'essentiel d'échéance supérieure à un an.

En milliers d'€uros	31 décembre 2009	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire convertible	14 837	337	14 500	-
Autres dettes financières	4	4	-	-
TOTAL	14 841	341	14 500	

En 2009, la société NetBooster a procédé au rachat de 15 obligations convertibles en vue de leur annulation.

Cette opération s'est traduite par la réalisation de plus-values de 397 500 € inscrites en résultat exceptionnel de la période.

Caractéristiques des obligations convertibles en circulation en date du 31 décembre 2009

Nombre d'obligations : 232 (admises et cotées sur le marché Alternext depuis le 28 mars 2007)

Valeur nominale d'une obligation : 62 500 €

Prix d'émission d'une obligation : 62 500 €

Durée de l'emprunt : 5 ans

Taux d'intérêt annuel : 3 % ; taux de rendement actuariel brut : 6,12 %

Amortissement en cas de non conversion en actions :

le 23 mars 2012 au prix d'émission de 62 500 € majoré d'une prime de remboursement de 11 000 € par titre soit un total de 73 500 € par titre.

Parité de conversion : 1 obligation donnera droit à 5 000 actions (soit 12,50 € par action).

Au 31 décembre 2009, le groupe considère comme peu probable la conversion des obligations en actions ce qui l'a conduit à constituer une provision de 1 354 K€ afin de reconnaître la charge financière actuarielle liée aux primes de remboursement des obligations.

Le tableau ci après récapitule l'incidence de ces primes de remboursement sur le passif du bilan 2009 puis sur les exercices suivants :

En milliers d'€uros	Passif total en cas de non conversion	Passif reconnu au 31 décembre 2009	Passif à reconnaître à moins d'un an	Passif à reconnaître à plus d'un an
Prime de remboursement des obligations convertibles en actions	2 552	1 354 (1)	(2) 523	(2) 676

(1) Dont charge financière reconnue sur la période par voie de constitution d'un complément de provision pour risque : 451 K€ (voir note 5.14).

(2) Engagements hors bilan à traduire annuellement en charges financières par voie d'augmentation de provision suivant le rythme présenté, sous réserve toutefois du remboursement à l'échéance des obligations toujours en circulation à la date du 31 décembre 2009.

Note 5.16 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont d'échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit au 31 décembre 2009 :

En milliers d'€uros	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Comptes fournisseurs et assimilés	11 256	11 022
TOTAL	11 256	11 022

Les dettes fournisseurs intègrent les sommes dues par le groupe au titre des achats d'espace réalisées auprès des moteurs de recherche engagés pour le compte de ses clients. En application des règles relatives en France aux contrats de mandat (voir faits significatifs de l'exercice), ces flux ne figurent ni en chiffres d'affaires ni en charges externes.

Note 5.17 Dettes fiscales et sociales - Autres dettes

Le poste Autres dettes s'analyse comme suit au 31 décembre 2009 :

En milliers d'€uros	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Dettes sociales	1 302	2 127
Dettes fiscales	3 264	2 861
Dettes fiscales hors impôts/bénéfices	3 188	2 477
Etat – impôts sur les bénéfices	76	384
Etat – impôts différés passif	-	-
Autres dettes	1 204	3 356
Dettes sur acquisition Advance	-	495
Dettes sur acquisition Total Mgt	-	416
Dettes sur acquisition Evolnet	900 (1)	2 319
Autres dettes opérationnelles	304	125
TOTAL	5 770	8 344

(1) dont échéances à plus d'un an : 900 K€.

Note 5.18 Produits constatés d'avance (1 598 K€)

Les produits constatés d'avance correspondent à l'étalement du chiffre d'affaires relatif aux phases d'audit, inscription et maintenance, à des prestations de Consulting facturées mais restant à servir, à des revenus médias et affiliation et à des produits de sous-location.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 5.19 Analyse du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé par le groupe au cours de l'exercice 2009 s'élève à 31 010 K€.

Il se répartit comme suit (en K€):

Période : Année 2009 (K€)	Total Groupe 2009	France	NB LTD (€)	NB GMBH	NB Spain	NB Italy	NB Finland	Evolnet (2)	Yellowasp (2)
Référencement/trafic	14 475	3 762	1 371	2 332	870	2 522	3 225	393	-
Prestations de création	2 607	2 607	-	-	-	-	-	-	-
Prestations média	4 656	750	-	364	-	-	-	3 542	-
Prestations de SEO et conseils	2 762	1 897	142	75	289	-	359	-	-
Autres Prestations (1) et divers	6 510	3 197	102	49	-	2 461	-	-	701
Chiffre d'affaires 2009	31 010	12 213	1 615	2 820	1 159	4 983	3 584	3 935	701
Chiffre d'affaires 2008	43 802	19 355	2 737	2 672	4 306	7 239	5 187	2 306	-

- (1) Comprenant notamment les activités de conseils en stratégie marketing, CRM emailing, affiliation, développements informatiques...
- (2) La société Evolnet est intégrée au groupe depuis le 1^{er} juillet 2008, la société Yellowasp depuis le 1^{er} janvier 2009.

Note 5.20 Autres produits d'exploitation

Périodes (En milliers d'€uros)	Année 2009 (12 mois)	Année 2008 (12 mois)
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	80 (1)	-
Reprise de dépréciations de créances	190	329
Reprise de provisions	313	-
Transfert de charges débiteur	(168) (2)	-
Transfert de charges vers autres comptes de gestion	19	185
Autres transferts de charges d'exploitation et produits divers de gestion	108	48
TOTAL	542	563

(1) Dont crédit d'impôt recherche 2009 : 80 K€

(2) Dont transfert pour reclassement de reprises de provisions en charges de personnel : (168) K€.

Note 5.21 Résultat financier

Périodes (En milliers d'€uros)	Année 2009 (12 mois)	Année 2008 (12 mois)
Produits financiers	642	1 045
Produits des placements de trésorerie	104	988
Autres produits financiers	52	50
Gains de change	-	7
Reprises de dépréciation	486 (1)	-
Charges financières	(989)	(2 070)
Dépréciations des actifs financiers	-	489 (1)
Provision pour risque de non conversion des OC (2)	451	903
Intérêts sur emprunts financiers à moyen long terme	453	496
Autres charges financières	-	81
Pertes de change	85	101
Résultat financier	(347)	(1 025)

(1) Ce poste concerne une reprise de dépréciation de créances détenues sur la société Leadmédia Group (Voir faits significatifs de l'exercice page 4).

(2) voir notes 5.14 et 5.15.

Note 5.22 Résultat exceptionnel

Période	Année 2009 (12 mois)	Année 2008 (12 mois)
Produits exceptionnels	998	2 048
Produits de cessions de titres	487 (1)	128
Plus-values de dilution sur variations de périmètre liées à R et NB Invest	-	383
Correction d'erreur s/méthode reconnaissance rev. médias	-	102
Produits exceptionnels s/op gestion et exercices antérieurs	113 (2)	12
Plus-value sur rachat anticipé d'obligations convertibles	398	1 423
Charges exceptionnelles	(659)	(1 075)
Valeur nette comptable des actifs cédés	76	158
Correction d'erreur s/méthode reconnaissance rev. et litiges médias	-	301
Prov. pour risques à caractère exceptionnel	81	30
Dépr. exceptionnelles d'actif	56	230
Domages et intérêts	189	273
Charges exceptionnelles s/ op.gestion s/exercice et exercices antérieurs	126 (3)	84
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice	132	-
Résultat exceptionnel	340	973

(1) Dont produit de cession de la participation Leadmédia Group : 461 K€.

(2) Dont gain sur assurance – prospection COFACE : 71 K€.

(3) Dont frais de restructuration (fermeture d'un établissement secondaire) en Finlande : 53 K€.

Note 5.23 Charges d'impôts sur les bénéfices (+ 16 K€)

Le poste Impôts sur les bénéfices se décompose comme suit :

Total impôts sur les bénéfices exigibles	(159) K€
Total variation des impôts calculés (impôts différés) (1)	175 K€
<i>Produit d'impôts sur les bénéfices de l'exercice</i>	<i>16 K€</i>

(1) Dont variation des impôts différés actif de la société mère : + 49 K€.

La preuve d'impôt de l'année 2009 s'établit comme suit :

Charge d'impôt théorique (983 x 33,33 %)	: (328) K€
Impact de différences de taux d'imposition	: (27) K€
Différences définitives sur bases d'imposition	: (25) K€
Activations d'impôts différés actif (NetBooster SA)	: 396 K€
<i>Produit d'impôts effectif</i>	<i>: 16 K€</i>

AUTRES INFORMATIONS

Note 5.24 Effectifs en fin de période et effectifs moyens

- Les effectifs du groupe NetBooster, inscrits en fin de période, sont de 216 personnes au 31 décembre 2009 (1) (vs 193 personnes au 31 décembre 2008).
- Au cours de l'année 2009, les effectifs moyens se sont élevés à 232 personnes (1) (vs 199 personnes en 2008).

(1) Les effectifs de la société Yellowasp sont retenus en proportion de la quote-part du groupe à savoir 50%.

Note 5.25 Membres des organes d'administration et de direction

Rémunérations allouées à raison de leurs fonctions dans la société mère : 143 218 €

Rémunérations à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées : néant

Engagement en matière de pension et indemnités assimilées : néant

Avances et crédits accordés : néant

Note 5.26 Honoraires des Commissaires aux comptes

Honoraires liées à la mission légale d'audit 2009 : 58 700 €

Honoraires de diligences directement liées à la mission légale : 35 971 €

Note 5.27 Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS DONNES

Primes de remboursement à verser en cas de non conversion en actions des obligations convertibles

NetBooster SA a contracté en mars 2007 un emprunt obligataire convertible en actions (voir note 5.15). En cas de non conversion en actions de ces titres avant leur échéance prévue le 23 mars 2012, la société s'est engagée à verser en complément de leur valeur nominale une prime de remboursement de 11 000 € par titre.

Au 31 décembre 2009, les primes de remboursement maximales à verser en application de cet engagement conditionnel sont de 2 552 K€.

A la date de l'arrêté des comptes, le groupe estime peu probable la conversion des obligations en actions de sorte qu'il a constitué une provision de 1 354 K€ pour charges financières liée au remboursement de ces primes (voir notes 5.14 et 5.15).

Compte tenu de l'enregistrement de ce passif, l'engagement hors bilan maximal résultant de la non conversion en actions des obligations convertibles s'établit à 1 198 K€.

ENGAGEMENTS REÇUS

Clauses de retour à meilleure fortune

Abandon de créance à caractère commercial

En date du 11/08/2005, NetBooster SA a consenti à l'un de ses clients un abandon de créances à caractère commercial de 41 500 € hors taxe assorti d'une clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune.

Le critère du retour à meilleure fortune s'entend de l'atteinte par ce client d'un objectif de chiffre d'affaires annuel au plus tard le 31 décembre 2015.

La société NetBooster SA n'a bénéficié d'aucun retour à meilleure fortune au titre de l'exercice 2009.

NOTE 6 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES CONSOLIDES**AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE DE 4 M€**

Mi février 2010, la société NetBooster a ouvert son capital à Monsieur Raphaël Zier, ancien fondateur et dirigeant de l'agence Pôle Nord (agence interactive) et spécialiste du marketing interactif.

Cette augmentation de capital d'un montant de 4 M€ s'inscrit dans le cadre d'un projet de collaboration entre NetBooster et Monsieur Zier. Ce dernier rejoint le groupe comme Directeur du Développement, avec l'objectif de participer activement au développement de son portefeuille grands comptes.

RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION DANS LA SOCIETE GUAVA

Fin février 2010, NetBooster a participé à une augmentation de capital réservée initiée par la société GUAVA.

Cette opération a permis à la société NetBooster de monter au capital de GUAVA à hauteur de 68,26% par conversion de créance et apport de capital en numéraire. Le coût total de cette opération pour NetBooster a été de 3,9 M€ se décomposant comme suit :

- 1,2 M€ en numéraire ;
- 2,7 M€ par compensation de créance sachant qu'en février 2010, NetBooster a racheté pour 0,8 M€ une créance d'environ 20 M DKK (2,7 M€) qu'un établissement bancaire détenait sur la société GUAVA.

Cette opération a ainsi généré un produit de 1,9 M€ pour NetBooster. Le coût net en numéraire de l'ensemble de ces opérations s'élève ainsi à 2 M€.

CESSION DE LA PARTICIPATION DANS LA SOCIETE NETBOOSTER LTD

Au cours du mois d'avril 2010, la société NetBooster a cédé à la société GUAVA sa participation dans la société NetBooster LTD avec pour objectif principal de mettre en commun le savoir-faire et l'expérience de leurs équipes respectives sur le marché britannique.

Cette transaction s'est effectuée sur la base d'un prix de 0,5 M€.

ACTIF	31-déc-09			NET 31-déc-08
	BRUT	AMORT & DEP.	NET	
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
Immobilisations incorporelles	6 314 879	1 316 424	4 998 455	5 462 863
Immobilisations corporelles	1 073 974	747 767	326 206	428 713
Immobilisations financières (1)	21 490 638	12 321 970	9 168 669	10 596 432
Titres mis en équivalence	-	-	-	-
TOTAL	28 879 491	14 386 161	14 493 330	16 488 007
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
Stocks et en-cours	1 355		1 355	1 362
Clients & comptes rattachés	11 761 943	1 251 809	10 510 134	9 855 805
Autres créances	8 038 463		8 038 463	7 127 452
Valeurs mobilières de placement (2)	4 376 793		4 376 793	3 926 451
Disponibilités	1 142 590		1 142 590	2 070 298
TOTAL	25 321 144	1 251 809	24 069 334	22 981 368
<u>Comptes de régularisation et assimilés</u>				
Charges constatées d'avance	154 871		154 871	514 788
Frais d'émission d'emprunts	199 838		199 838	308 219
Ecarts de conversion - Actif	98 851		98 851	146 115
TOTAL DE L'ACTIF	54 654 194	15 637 970	39 016 224	40 438 496

(1) dont actions propres :	30 889	-	30 889	-
(2) dont actions propres :	-	-	-	158 196

PASSIF	31-déc-09	31-déc-08
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital	785 241	672 014
Primes	9 407 648	16 269 188
Réserves et report à nouveau	15 859	938 313
Ecarts de réévaluation	-	-
Résultat de l'exercice	(1 886 285)	(10 142 110)
Provisions réglementées	50 383	566
TOTAL	8 372 846	7 737 970
<u>PROVISIONS (3)</u>	1 496 429	1 309 287
<u>DETTES</u>		
Emprunts auprès des établissements de crédit / dettes financières	15 738 859	17 497 899
Fournisseurs & comptes rattachés	8 469 627	7 452 317
Dettes sociales et sociales	3 554 557	3 721 923
Autres dettes	446 565	1 110 536
TOTAL (3)	28 209 608	29 782 676
<u>Comptes de régularisation et assimilés</u>		
Produits constatés d'avance	935 905	1 608 563
Ecarts de conversion - Passif	1 435	-
<u>TOTAL DU PASSIF</u>	39 016 224	40 438 496
(3) dont passifs à plus d'un an :	15 853 743	16 340 378

Compte de Résultat
Année 2009

	EXERCICE 2009 12 mois €	EXERCICE 2008 12 mois €
Chiffre d'affaires	13 492 471	14 224 290
Autres produits d'exploitation	298 137	525 660
Total produits d'exploitation	13 790 608	14 749 950
Achats consommés de marchandises	(7)	(1 803)
Achats et charges externes	(5 932 336)	(10 912 628)
Charges de personnel	(6 130 066)	(4 412 747)
Impôts et taxes	(296 489)	(196 389)
Dotations aux amortissements	(358 992)	(487 629)
Dépréciations	(730 547)	(1 170 557)
Dotations aux provisions	(18 810)	(230 293)
Autres charges	(57 099)	(30 602)
Total charges d'exploitation	(13 524 346)	(17 442 648)
Résultat d'exploitation	266 262	(2 692 698)
Produits financiers	2 136 242	1 942 015
Charges financières	(4 949 465)	(11 993 730)
Résultat financier	(2 813 224)	(10 051 715)
Résultat courant	(2 546 962)	(12 744 413)
Produits exceptionnels	997 930	5 703 118
Charges exceptionnelles	(417 023)	(3 100 815)
Résultat exceptionnel	580 907	2 602 303
Impôts sur les bénéfices	79 770	0
Résultat net comptable de l'exercice	(1 886 285)	(10 142 110)

NETBOOSTER

Société anonyme au capital de 785 241,10 €

11 rue Dieu

75010 Paris

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX DU 31/12/2009

NOTE 1 : PRESENTATION DE L'ACTIVITE

NetBooster est un groupe Internet spécialiste du Marketing Interactif dont les services incluent le conseil stratégique et opérationnel en matière de marketing on line, le référencement de sites Internet sur les moteurs de recherche et la génération et l'optimisation de trafic qualifié à fin de marketing on line, le datamining et data marketing, la création artistique de supports de marketing online et le conseil média on line.

NOTE 2 : FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**AUGMENTATION DE CAPITAL**

Au cours du mois de mai 2009, la société NetBooster a réalisé une augmentation de capital de 2,5 Millions d'Euros.

Ces fonds ont notamment été affectés aux opérations de croissance externe et de désendettement qui suivent.

OPERATIONS DE CROISSANCE EXTERNE FINALISEES AU COURS DE L'EXERCICE**Renforcement de la participation en capital dans le groupe GUAVA**

La société NetBooster avait pris, en décembre 2008, une participation minoritaire de 11% dans la société GUAVA, agence de communication interactive danoise détenant de solides parts de marché en Grande-Bretagne et en Europe du Nord cotée sur le marché First North de Copenhague.

Au cours du premier semestre 2009, cette prise de participation a notamment été renforcée à l'occasion d'une nouvelle augmentation de capital d'un montant de 1,4 million d'€ souscrite par la société NetBooster.

Au 31 décembre 2009, le groupe NetBooster détient 29,89% du groupe GUAVA et en est le premier actionnaire.

Le groupe GUAVA présente les principaux agrégats suivants (exprimés en normes IFRS et en Million d'€) au 30 juin 2009, date de clôture de son dernier exercice clos d'une durée de 12 mois :

ACTIF IMMOBILISE (1)	22,2 M €	CAPITAUX PROPRES	19,0 M €
TRESORERIE	1,5 M €	DETTES FINANCIERES	5,1 M €
AUTRES ACTIFS	5,8 M €	AUTRES PASSIFS	5,4 M €
TOTAL	29,5 M €	TOTAL	29,5 M €

(1) DONT ECARTS D'ACQUISITION : 17,6 M€

CHIFFRE D'AFFAIRES	23,8 M €
EBITDA	(2,8) M €
DEPRECIATIONS D'ACTIF	(19,0) M €
RESULTAT COURANT	(22,2) M €
RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES	(12,6) M €
RESULTAT NET EXERCICE	(32,9) M €

Le groupe GUAVA a employé en moyenne 131 salariés au cours de son dernier exercice clos.

Cet investissement stratégique complète la création d'un partenariat industriel entre les deux groupes fondé sur :

- leur forte complémentarité géographique (Grande-Bretagne et Europe du Nord pour Guava – Europe du Sud pour NetBooster) ;
- la mise en commun de leurs savoir-faire respectifs d'ores et déjà déployés dans neufs pays européens ;
- la complémentarité et les synergies à dégager de leurs plates-formes et outils technologiques respectifs.

La société NetBooster a pris le contrôle du groupe GUAVA au cours du mois de février 2010 (voir note 5 – Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice).

Renforcement de la participation en capital dans la société Yellowasp

Au début de l'année 2009, la société NetBooster a porté son pourcentage de participation de 20 à 50% dans la société Yellowasp en initiant un contrôle conjoint avec les associés fondateurs de cette entité.

Cette société exerce ses activités aux Philippines et constitue pour le groupe un point d'entrée stratégique important sur les marchés asiatiques.

A son entrée de périmètre, la société Yellowasp présentait les principaux agrégats suivants :

ACTIF (K€)	01/01/09	PASSIF (K€)	01/01/09
Actif immobilisé	66	Capitaux propres	(166)
Actif circulant	389	Passif circulant	500
Trésorerie	79	Dettes financières	200
TOTAL	534	TOTAL	534

COMPTE DE RESULTAT (K€) (1)	2008
Chiffre d'affaires	1 029
Résultat d'exploitation	(281)
Résultat courant	(282)
Résultat net	(188)

(1) Converti au taux moyen de change sur 2008

Création de la société NetBooster Brasil

Au cours du second semestre 2009, la société NetBooster a créé la société NetBooster Brasil en prenant une participation de 20% au capital de cette entité. Les managers fondateurs de cette entité détiennent 80% du capital.

Cette société exercera ses activités essentiellement au Brésil et constituera pour le groupe un point d'entrée stratégique important sur les marchés d'Amérique du Sud.

OPERATIONS DE REMBOURSEMENT ANTICIPE D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES

Au cours de l'année écoulée, la société NetBooster a procédé au rachat de 15 obligations convertibles en actions émises en mars 2007 en vue de les annuler. Cette opération de rachat anticipé a permis au groupe de dégager une plus-value exceptionnelle de 0,4 M€ pour une réduction de son endettement financier net de 0,94 M€.

CESSION DE LA PARTICIPATION DANS LA SOCIETE LEADMEDIA GROUP (ANCIENNEMENT NB INVEST)

La société NetBooster détenait une participation d'environ 16% dans l'ensemble LEADMEDIA GROUP/R, groupe issu de la filialisation des activités d'affiliation de la société TimeToBuy intervenue fin 2007.

A la fin de l'année 2009, la société NetBooster a cédé sa participation pour un prix de 461 K€, réalisant une plus-value de 411 K€ inscrite en résultat exceptionnel de l'exercice.

Le groupe dispose toujours de créances financières sur cette entité (environ 1 M€) pour lesquelles il a renégocié les termes de remboursement et de rémunération au moment de sa sortie du capital. Les conditions de cette renégociation et l'amélioration des perspectives de recouvrement à long terme de sa créance lui ont permis de reprendre en produit financier de l'exercice les dépréciations constituées en 2008 pour 486 K€ au titre d'engagements complémentaires d'abandon de créance consentis fin 2008 mais finalement non réalisés en 2009.

INCIDENCES DE LA DEGRADATION DU CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL SUR L'ARRETE DES COMPTES 2009

Les comptes sociaux ont été établis en tenant compte de l'évolution de l'activité économique actuelle sur la base des paramètres financiers disponibles à la date de clôture.

Les effets de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs tels que les créances clients et les passifs. En ce qui concerne les actifs à long terme, tels que les titres de participation, il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité qui apparaît néanmoins en voie d'amélioration à la date de clôture.

Parmi les impacts les plus significatifs, on relèvera notamment :

- des pertes de valeurs de filiales et/ou branches d'activité : 2,8 M€ au titre de dépréciations complémentaires sur titres de participation présentées en charges financières (note 4.3) et 0,35 M€ au titre de dépréciations d'immobilisations incorporelles (mali technique de confusion) ;
- la prise en compte - pour un coût complémentaire sur l'exercice de 0,45 M€ - sous forme de provision du coût financier à supporter par la société au titre de la probable non conversion en actions des obligations convertibles toujours en circulation à la date de l'arrêté des comptes soit 1,35 M€ (voir notes 4.12 et 4.13).

CHANGEMENT DU MODE DE PRESENTATION DE CERTAINES OPERATIONS D'ACHAT-VENTE REALISEES AUPRES DE MOTEURS DE RECHERCHE

Afin de se protéger des risques éventuels d'impayés clients sur les achats de liens sponsorisés, la société NetBooster avait procédé, dès le courant 2008, à la mise en place avec ses clients annonceurs français de contrats de mandat en vertu desquels elle n'est pas solidaire de leurs obligations de règlement. A l'international, la société NetBooster généralise progressivement le règlement direct par ses clients des achats de liens sponsorisés.

Par voie de conséquence, une part croissante du montant des achats de liens sponsorisés n'est plus comptabilisée en chiffre d'affaires.

Ces changements opérationnels ont entraîné des baisses mécaniques de présentation de 4,3 M€ sur le chiffre d'affaires 2008 puis de 11 M€ sur le chiffre d'affaires 2009, à marge brute équivalente.

DESACCORD SIGNIFICATIF AVEC L'ADMINISTRATION FISCALE

A l'issue d'un contrôle fiscal opéré à la fin de l'exercice, la société s'est vue rappeler par l'administration fiscale des droits d'enregistrement au titre de cessions de droits sociaux de sociétés étrangères pour un montant global d'environ 0,85 M€.

La société conteste d'une part le fondement du fait générateur de taxation invoqué par l'administration et d'autre part le montant des droits effectivement dus (estimés de son point de vue à 8 K€ en principal et par ailleurs provisionnés au passif des comptes au 31 décembre 2009).

Afin de solutionner ce désaccord significatif, la société étudie les différents recours à sa disposition pour faire valoir sa position dans les meilleures conditions. A la date de l'arrêté des comptes, le conseil d'administration estime que la société dispose d'arguments suffisamment étayés à opposer à l'administration fiscale et a donc décidé de ne pas provisionner ce risque complémentaire.

NOTE 3 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France. Les règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, ont été appliqués à compter de l'exercice 2005 et sont sans incidence sur le résultat net et les capitaux propres de la société.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées par la société NetBooster sont les suivantes :

Note 3.1 Immobilisations incorporelles

- Les dépenses de développement engagées par la société NetBooster SA sont inscrites à l'actif immobilisé des Comptes Annuels dès lors que les conditions suivantes sont simultanément remplies :
 - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente est démontrée ;
 - l'entreprise a l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
 - l'entreprise a la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle ;
 - l'immobilisation incorporelle génèrera des avantages économiques futurs (existence d'un marché ou d'une utilité en interne) ;
 - l'entreprise dispose des ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation ;
 - l'entreprise a la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement comprennent :

- les salaires, appointements et autres coûts annexes du personnel affecté au développement ;
- les éventuelles dépenses d'études et de développement soustraitées à des entreprises extérieures ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles ou incorporelles affectées de manière exclusive au développement.

Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue des outils développés débutant dès l'exercice d'inscription, à compter de leur mise en service. Compte tenu de la brièveté des cycles d'investissement propres au secteur d'activité de la société, la durée d'utilisation de ce type de biens est par principe limitée à 3 ans, sauf cas exceptionnel. L'échec des projets de développement se traduit dès sa constatation par l'amortissement exceptionnel définitif des frais de développement correspondants.

- Les dépôts des marques NetBooster, Pages Alias et Référencement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis.
- Les logiciels acquis ou créés par la société sont amortis en linéaire sur leur durée prévisible d'utilisation.
- Les malis techniques de fusion ou de confusion, issus d'opérations de regroupements d'entreprises sont présentés à l'actif dans les immobilisations incorporelles. Ces valeurs sont représentatives de plus-values latentes affectées à chaque bien concerné : elles font l'objet d'un suivi extra comptable et le cas échéant de dépréciations à l'occasion de tests annuels privilégiant la méthode des cash flows futurs.

Note 3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont présentées à leur coût d'acquisition, diminué d'un amortissement calculé suivant le mode linéaire (L) sur la base de leur durée de vie économique. Les durées d'utilisation appliquées sont les suivantes :

- Agencements et installations	:	de 5 à 10 ans (L)
- Matériel de bureau	:	de 3 à 5 ans (L)
- Mobilier de bureau	:	de 5 à 10 ans (L)

Note 3.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent à des titres de participation, des créances rattachées à des participations et des dépôts de garantie enregistrés au bilan pour le montant versé.

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'acquisition ainsi que les frais d'acquisition afférents. Ce dernier poste fait l'objet d'une déduction sur le plan fiscal sur 5 ans avec prorata temporis par voie de constitution d'un amortissement dérogatoire.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est inférieure à son coût d'acquisition ou à sa valeur comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est notamment déterminée en fonction de l'estimation des cash-flows futurs.

Note 3.4 Stocks

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Si la valeur des stocks (prix de marché ou valeur nette de réalisation) à la date de clôture est inférieure à leur coût, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Note 3.5 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et une dépréciation spécifique est constituée pour des créances identifiées comme présentant un risque d'irrécouvrabilité totale ou partielle.

Les créances présentant une incertitude ou absence d'information positive d'assurance de recouvrement font également l'objet d'une dépréciation.

Note 3.6 Opérations, créances et dettes en devises

Les créances et dettes en devises sont converties en cours d'exercice, au cours de change du jour de la transaction (ou en cas d'opérations multiples dans une même devise sur une période donnée au cours de change mensuel moyen) et au cours de clôture à la date d'arrêté des comptes. Dans le cas où une perte de change latente est constatée, une provision pour perte de change est constituée à due concurrence. Les gains latents de change ne sont pas reconnus en profit de la période.

Note 3.7 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat. Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire devient inférieure à leur valeur comptable.

Note 3.8 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les ressources de la société proviennent de contrats de prestations

- soit récurrents, typiquement conclus pour une durée initiale d'un an, renouvelables par tacite reconduction ;
- soit à caractère plus ponctuel basés sur la mise à disposition de moyens humains - sous forme de journées hommes ou de forfait - (activité de Création, Consulting, Emailing).

Il existe deux types principaux de contrats de prestations récurrentes : l'un concerne les prestations dites de Référencement, l'autre les prestations de génération de trafic dites de P.P.C. (Pay Per Click) et P.L. (Paid Listing) ou Liens Sponsorisés.

Les contrats de Référencement se décomposent en trois phases :

- une phase préalable d'audit nécessaire à la mise en évidence des spécificités des besoins de Référencement du client ;
- une phase de réalisation pendant laquelle est mise en œuvre la prestation ;
- une phase de suivi pendant laquelle l'entreprise vérifie et valide le maintien de la pertinence du Référencement initial.

Ce chiffre d'affaires est constaté en comptabilité de la manière suivante :

- la phase d'audit et de réalisation, facturée dès la signature du contrat, donne lieu à un étalement sur la période de réalisation de la prestation.
- la prestation de suivi, facturée d'avance, donne également lieu à un étalement sur la période de réalisation de la prestation en application des règles propres aux prestations continues successives.

Les contrats de P.P.C. et P.L. se décomposent en deux phases :

- une phase de préparation des informations, mots clés et autres éléments ;
- une phase de suivi et d'optimisation pendant laquelle l'entreprise s'assure que la génération de trafic répond à l'objectif fixé au préalable.

La facturation intervient mensuellement pour les volumes délivrés au cours du mois. Le chiffre d'affaires correspondant est constaté en comptabilité selon la période de livraison du trafic Internet facturé.

Note 3.9 Provision pour risques et charges

Provision pour risques

- Provision pour risques de change

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change. Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêté des comptes fait apparaître une perte latente de change, la société constitue une provision pour perte de change intégrée dans le résultat financier de l'exercice.

- Provision pour litiges

Une provision pour risque est constituée en cas de litige avec les tiers sur la base d'une analyse au cas par cas.

Provision pour charges

Une provision pour charges est constituée dans l'hypothèse où la société aura à supporter dans le futur de manière probable une sortie de ressources sans pouvoir attendre de contrepartie au moins équivalente. Cette sortie de ressource doit toutefois pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante à la date d'arrêté des comptes.

Note 3.10 Reconnaissance d'opérations en résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend, le cas échéant, des éléments extraordinaires correspondant à des opérations ou événements non récurrents d'une importance significative par leur montant.

Note 3.11 Indemnités de fin de carrière- Droits individuels à formation

Compte tenu de son montant non significatif (environ 11 000 €) du fait de l'ancienneté moyenne et de l'âge moyen des employés, il n'est pas comptabilisé de provision pour indemnités de fin de carrière.

Les principales hypothèses retenues pour l'estimation des engagements ci-dessus sont les suivantes :

- Départ volontaire en retraite à 65 ans
- Taux de rotation annuelle : 15 %
- Taux de charges sociales : 45 %

Conformément à la Législation en vigueur, les salariés de la société ont acquis à partir de l'année 2004, des droits individuels à la formation. Ces droits cumulés représentent 4 415 heures au 31 décembre 2009 et constituent une charge potentielle dont le caractère éventuel ne permet pas de répondre aux critères actuels de reconnaissance des passifs. En conséquence la société ne comptabilise aucune provision à ce titre.

Note 3.12 Instruments financiers

La société n'a recours à aucun instrument financier (couverture de change ou couverture de taux).

NOTE 4 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**Note 4.1 Immobilisations incorporelles**

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit:

	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Marques/Frais de dépôts	48 585	-	-	48 585
Logiciels	668 504	3 510	-	672 014
Logiciels de recherche	4 046	-	-	4 046
Malis techniques de confusion (1)	5 588 185	-	-	5 588 185
Autres droits	2 050	-	-	2 050
TOTAL	6 311 369	3 510	-	6 314 879

(1) Les malis techniques sont la résultante des dissolutions sans liquidation des sociétés TIMETOBUY, Profil One et PP Consulting à effet comptable du 31 décembre 2008.

Les variations des amortissements et dépréciations d'actif s'analysent comme suit :

	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Marques/Frais de dépôts	5 791	-	-	5 791
Logiciels	397 216	118 918	-	516 134
Logiciels de recherche	4 046	-	-	4 046
Malis techniques de confusion	439 403	349 000	-	788 403
Autres droits	2 050	-	-	2 050
TOTAL	848 506	467 918	-	1 316 424

Le détail des malis techniques s'établit comme suit :

	BRUT	Dépréciations	NET
Reverso	439 403	439 403	-
TIMETOBUY	3 410 263	-	3 410 263
Profil One	659 615	-	659 615
PP Consulting	1 078 904	349 000	729 904
TOTAL	5 588 185	788 403	4 799 782

Les malis techniques sont intégralement affectés aux fonds commerciaux transmis à NetBooster SA. Ils ne sont pas amortissables mais font l'objet de tests de dépréciation basés sur une méthode DCF (Discounted Cash Flow) avec les hypothèses suivantes :

- Période de projection : 5 ans
 - Coût moyen pondéré du capital (taux d'actualisation) : 14,00 %
 - Taux d'actualisation du dernier flux normatif à l'infini : 2,50 %
- (en cas de valeur terminale)

Note 4.2 Immobilisations corporelles

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Aménagements et installations	344 665	4 814	-	349 479
Matériels et mobiliers de bureau	709 196	33 142	17 843	724 495
TOTAL	1 053 861	37 956	17 843	1 073 974

Les variations des amortissements s'analysent comme suit:

	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Aménagements et installations	177 399	35 542	-	212 941
Matériels et mobiliers de bureau	447 749	104 921	17 843	534 826
TOTAL	625 148	140 463	17 843	747 767

Note 4.3 Immobilisations financières

	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
<u>Participations</u>				
NetBooster ltd	2 339 992	-	-	2 339 992
NetBooster webpositioning GMBH	303 902	-	-	303 902
NetBooster Spain SL	1 277 500	-	-	1 277 500
Buzz Lemon SARL	3 811	-	-	3 811
Pixidis SARL	50 000	-	-	50 000
Advance SRL/NetBooster Italy	2 873 869	-	-	2 873 869
Total Mngt/NetBooster Finland	9 816 618	-	-	9 816 618
NetBooster Asia	23 200	-	-	23 200
NB Invest (devenue Leadmédia Grp)	50 000	-	50 000	-
Yellowasp	112 370	101 464	-	213 834
GUAVA	1 103 748	1 947 561 (1)	-	3 051 309
NetBooster Brésil	-	35 361	25 525	9 836
Same Same	-	9 501	-	9 501
Autres	-	25	-	25
Total Participations	17 955 010	2 093 912	75 525	19 973 397
<u>Créances rattachées aux particip.</u>				
NB Invest	1 156 291	18 954	1 175 245	-
Yellowasp	200 000	-	-	200 000
<u>Autres immobilisations financières</u>				
NB Invest (devenue Leadmédia Grp)	-	1 187 886	150 000	1 037 885 (3)
Autres Prêts	39 699	37 906	39 699	37 906 (3)
Autres immobilisations financières	178 863	69 829 (2)	7 243	241 449 (3)
TOTAL	19 529 863	3 408 487	1 447 712	21 490 638

(1) dont frais d'acquisition : 240 214 €.

(2) dont actions propres acquises dans le cadre d'un contrat de liquidités : 30 889 € ; solde de fonds immobilisés dans le cadre de ce contrat : 38 941 €.

(3) dont part à plus d'un an : 480 680 € et part à plus de cinq ans : 830 308 €.

Les variations des dépréciations s'analysent comme suit :

	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Participations				
NetBooster Ltd	1 340 000	509 000 (2)	-	1 849 000
NetBooster Finland	6 413 000	1 067 000 (1) (3)	-	7 480 000
NetBooster Italy	691 000	285 000 (1)	-	976 000
Buzz Lemon	3 811	-	-	3 811
Guava	-	2 000 000 (2)	-	2 000 000
Créances rattachées aux partic.	485 620	-	485 620 (4)	-
Autres immobilisations financières	-	13 159	-	13 159
TOTAL	8 933 431	3 874 159	485 620	12 321 970

(1) Les tests de dépréciation mis en place, basés sur une méthode DCF (Discounted Cash Flow), ont retenu les hypothèses suivantes :

- Période des projections	:	5 ans
- Coût moyen pondéré du capital (taux d'actualisation)	:	14,00 %
- Taux d'actualisation du dernier flux normatif à l'infini	:	2,50 %

(2) Ces dépréciations ont été déterminées sur la base de transactions récentes réalisées post clôture (voir note 5 – Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice).

(3) Cette dépréciation est pour l'essentiel liée à la réalisation d'une distribution de réserves de 1 300 000 € par la société NetBooster Finland au profit de sa société mère NetBooster SA. Ce dividende est également inscrit en produit financier de l'exercice (note 4.21).

(4) Cette reprise n'est pas été utilisée sur l'année 2009 (cf. faits significatifs de l'exercice page 4 et note 4.21).

Note 4.4 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

Créances clients et comptes rattachés	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Clients (1)	10 186 902	9 160 913
Clients – Créances douteuses	1 460 387	1 201 417
Factures à établir (1)	114 654	473 659
Prov pour créances douteuses	(1 251 809)	(980 184)
TOTAL	10 510 134	9 855 805

(1) dont créances détenues sur les entités liées : 2 361 K€.

Les créances clients intègrent les sommes engagées par La société pour le compte de ses clients au titre des achats d'espace réalisées auprès des moteurs de recherche. En application des règles relatives en France aux contrats de mandat (voir faits significatifs de l'exercice), ces flux ne figurent ni en chiffres d'affaires ni en charges externes.

Note 4.5 Autres créances

Les autres créances ont de manière générale une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

Autres créances	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Fournisseurs	41 084	-
Personnel	37 794	22 477
Organismes sociaux	10 854	3 855
Etat impôts sur les bénéficiaires	79 770	331 700
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	594 473	510 238
Etat autres créances	20 878	55 847
Comptes courants / filiales (1)	7 215 423	6 099 099
Fournisseurs – avoirs à recevoir	7 568	103 250
Autres créances	30 619	987
TOTAL	8 038 463	7 127 452

(1) Dont concernant les entités liées : 7 112 K€.

Note 4.6 Trésorerie

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Actions propres	-	158 196
Valeurs mobilières de placement (1)	4 376 793	3 768 255
Disponibilités	1 142 590	2 070 298
TOTAL	5 519 383	5 996 749

(1) Ces lignes de placements sont constituées d'OPCVM classiques de Trésorerie et de certificats de dépôts négociables. Les plus-values latentes s'élèvent à 12 763 € au 31 décembre 2009.

Note 4.7 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 154 871 € au 31 décembre 2009. Elles correspondent à des ajustements classiques de charges d'exploitation.

Note 4.8 Frais d'émission d'emprunt (199 838 €)

La société NetBooster a acquitté 618 366 € de frais relatifs à l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions de 20 000 000 €, remboursable en une annuité unique au 23 mars 2012 en cas de non conversion en actions. Ces frais sont inscrits à l'actif des comptes et amortis en mode linéaire sur la durée de l'emprunt (5 ans).

La charge d'amortissement directe enregistrée sur l'exercice 2009 s'élève à 108 381 € dont 12 921 € d'amortissement accéléré enregistré au titre des obligations convertibles en actions rachetées par la société au cours de l'exercice (4,69% des titres initialement émis).

Note 4.9 Détail des produits à recevoir (166 595 €)

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Immobilisations financières		
Intérêts courus s/ créances rattachées part.	12 641	19 471
Clients et comptes rattachés		
Clients - Factures à établir	114 654	473 659
Autres créances		
Organismes sociaux – divers à recevoir	10 854	3 855
Fournisseurs – avoirs à recevoir	7 568	103 250
Etat – divers à recevoir	20 878	55 847
Disponibilités		
Disponibilités – intérêts courus à recevoir	-	3 959
<i>TOTAL</i>	<i>166 595</i>	<i>660 041</i>

Note 4.10 Capitaux propres**Opérations de la période sur le capital social de la société**

Le capital social de la société NetBooster s'élevait à 672 014,30 € au 31 décembre 2008 et était constitué de 6 720 143 actions de valeur nominale 0,10 euro. Les mouvements sur le poste capital s'analysent comme suit :

	Nombre actions	Nominal	Montant
Ouverture de l'exercice	6 720 143	0,10	672 014,30
Augm. de capital (actions gratuites) (30/01/2009)	25 159	0,10	2 515,90
Augm. de capital en numéraire (18/05/2009)	1 075 630	0,10	10 756,30
Augm. de capital (actions gratuites) (22/06/2009)	31 479	0,10	3 147,90
Clôture de l'exercice	7 852 411	0,10	785 241,10

L'ensemble des opérations d'augmentation de capital de la période a permis à la société de dégager des primes d'émission pour un montant net de frais de 2 358 117 €.

Au 31 décembre 2009, la société NetBooster détient 13 600 de ses propres actions. Ces dernières ont été acquises sur le marché au titre d'un programme de rachat d'actions portant sur un nombre maximum de 674 530 titres initié en février 2009 dans le cadre des dispositions de l'article L.225-209-1 du Code de Commerce. Conformément à la réglementation en vigueur, ces dernières sont privées de droits pécuniaires et extra pécuniaires.

La société a procédé à certaines émissions de droits donnant accès à son capital. L'ensemble des droits en circulation au 31 décembre 2009 est synthétisé dans le tableau ci-après :

	Nombre de titres ou droits	Année/date de départ des options	Durée de validité	Parité d'exercice maximale (nb act. pour 1 inst.)	Prix de souscription ou conversion	% maximal de capital (droits financiers)
Actions gratuites	38 350	2009	5 ans	NA	0 €	0,38 %
Actions gratuites	48 450	2010	5 ans	NA	0 €	0,48 %
Actions gratuites	82 666	2011	5 ans	NA	0 €	0,81%
Bons de souscription d'actions M	78 170	2006 à 2008	5 ans	1 pour 1	4,995 €	0,77 %
Bons de souscription d'actions (1)	323 997	15 juil. 2010	8 ans	0,30865 pour 1	5,00 €	0,98 %
Obligations convertibles en actions	232	23 mars 2007	5 ans	5 000 pour 1	12,50 €	11,42%
Bons de souscription d'actions 2009	234 510	2009 à 2011	5 ans	1 pour 1	2,26 €	2,31%
Bons de créateur d'entreprises 2009	580 000	2009 à 2011	5 ans	1 pour 1	2,26 €	5,71%

- (1) Ces bons de souscription bénéficient aux cédants de la société Evolnet ; ils sont susceptibles d'être exercés dans la limite d'un plafond global de 500 000 € sous déduction de toute somme due par eux au titre de l'application de la convention de garantie d'actif et passif contractée dans le cadre de l'acquisition de la société Evolnet par NetBooster Espagne. La parité de conversion est de 0,30865 action pour 1 bon exerçable.

Les pourcentages du tableau ci-dessus sont déterminés en partant de l'hypothèse que tous les droits seront effectivement exercés.

Les mouvements de l'exercice sur les postes de capitaux propres s'analysent comme suit :

	1er janvier 2009	Augmentation	Diminution	31 décembre 2009
Capital social	672 014	113 227 (1)	-	785 241
Primes d'émission	15 250 815	2 584 425 (1)	9 445 965 (2)	8 389 275
Primes d'apport	1 018 372	-	-	1 018 372
Réserves	174 055	-	158 196	15 859
Report à nouveau	764 257	-	764 257	-
Résultat de l'exercice 2008	(10 142 110)	-	(10 142 110)	-
Résultat de l'exercice 2009	-	(1 886 285)	-	(1 886 285)
Provisions réglementées (3)	566	49 817	-	50 383
<i>Situation nette</i>	7 737 970	861 184	226 308	8 372 846

(1) Dont produits d'augmentation de capital : 2 539 456 €.

(2) Dont frais d'augmentation de capital imputés sur primes d'émission : 68 112 €.

(3) Détail de la répartition et des mouvements sur Amortissements dérogatoires :

Amortissements dérogatoires	1er janvier 2009	Dotations	Reprises	31 décembre 2009
Différentiel de durée ou de mode	-	-	-	-
Amortissement des frais d'acquisition de titres	566	49 817	-	50 383
Total	566	49 817	-	50 383

Note 4.11 Information financière réduite à une seule action

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Nombre d'actions au 31 décembre	7 852 411	6 720 143
Nombre moyen pondéré d'actions	7 428 746	6 325 269
Situation nette (1)	1,06627	1,15146
Résultat net de l'exercice (2)	(0,25392)	(1,60343)

(1) calculé par référence au nombre d'actions en circulation en fin de période

(2) calculé par référence au nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice

Note 4.12 Provisions

	01/01/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2009
<u>Provisions pour risques</u>	1 123 993	549 715	221 115	1 452 594
Risque de change (1)	146 115	98 851	146 115	98 851
Provisions pour litiges	75 000	-	75 000	-
Risque de non conversion des obligations convertibles (2)	902 878	450 864	-	1 353 742
<u>Provisions pour charges</u>	185 293	26 811	168 268	43 836
Provisions pour livraison aux salariés d'actions propres (3)	185 293	18 811	168 268	35 836
Autres charges	-	8 000	-	8 000
TOTAL	1 309 287	576 526	389 383	1 496 430

(1) Ce poste couvre pour l'essentiel le risque de change supporté au titre des créances détenues en Livre Sterling sur la filiale anglaise.

(2) A la clôture des comptes 2009, la société estime peu probable la conversion en actions des obligations convertibles à échéance du 23 mars 2012. Ce risque se traduit par une charge financière supplémentaire à étaler sur la durée totale de l'emprunt selon le rythme présenté en note 4.13.

(3) Voir les développements spécifiques ci-dessous.

Détail des reprises de provisions de l'exercice

Reprises utilisées	:	349 383 €
Reprises non utilisées	:	40 000 €
Total des reprises de l'exercice	:	389 383 €

INCIDENCES DES RACHATS D'ACTION SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT DU GROUPE

En application de l'avis CNC n° 2008-17 du 6 novembre 2008, le rachat des actions propres en vue de leur attribution aux salariés produit les incidences suivantes sur les comptes 2009 :

en K€uros	Nombre d'actions Gratuites	Valeur des actions (K€)	Salaires et traitements		Contributions sociales	
			Provision pour charge	Livraison de titres	Provision pour charge	Passif exigible
Actions gratuites attribuées en 2009						
Actions rachetées	31 541	158 K€	-	158 K€	-	-
Actions nouvelles émises	56 638	146 K€	NA	NA (1)	-	-
Actions gratuites en cours d'acquisition						
Actions rachetées	-	-	-	-	-	-
Actions nouvelles émises	169 466	373 K€	NA	NA (1)	36 K€	-
Incidence sur le bilan en clôture	-	-	-	-	36 K€	-
Incidence sur les charges de personnel 2009			9 K€		23 K€	

(1) L'attribution d'actions gratuites par voie d'émission d'actions nouvelles se traduit par une augmentation de capital par prélèvement sur les réserves du groupe et ne produit aucune incidence sur le compte de résultat de la période.

Note 4.13 Emprunts et dettes financières

Le poste "Emprunt obligataire convertible" est pour l'essentiel d'échéance supérieure à un an.

	31 décembre 2009	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire convertible	14 837 274	337 274	14 500 000	-
Soldes créditeurs de banque	28 029	28 029	-	-
Actionnaires - comptes courants	2 105	2 105	-	-
Groupe-comptes courants (1)	871 451	871 451	-	-
TOTAL	15 738 859	1 238 859	14 500 000	

(1) dont concernant les entités liées : 871 K€.

En 2009, la société NetBooster a procédé au rachat de 15 obligations convertibles en vue de leur annulation.

Cette opération s'est traduite par la réalisation de plus-values de 397 500 € inscrites en résultat exceptionnel de la période.

Caractéristiques des obligations convertibles en circulation en date du 31 décembre 2009

Nombre d'obligations : 232 (admises et cotées sur le marché Alternext depuis le 28 mars 2007)

Valeur nominale d'une obligation : 62 500 €

Prix d'émission d'une obligation : 62 500 €

Durée de l'emprunt : 5 ans

Taux d'intérêt annuel : 3 % ;

Taux de rendement actuariel brut en cas de non conversion : 6,12 %

Amortissement en cas de non conversion en actions :

le 23 mars 2012 au prix d'émission de 62 500 € majoré d'une prime de remboursement de 11 000 € par titre soit un total de 73 500 € par titre.

Parité de conversion : 1 obligation donnera droit à 5 000 actions (soit 12,50 € par action).

Au 31 décembre 2009, la société considère comme peu probable la conversion des obligations en actions ce qui l'a conduite à constituer une provision pour risque de 1 353 743 € afin de reconnaître la charge financière actuarielle liée aux primes de remboursement des obligations.

Le tableau ci après récapitule l'incidence de ces primes de remboursement sur le passif du bilan 2009 puis sur les exercices suivants :

En €	Passif total en cas de non conversion	31 décembre 2009	Passifs à reconnaître au titre de 2010 (- 1 an)	Passifs à reconnaître à plus d'un an (2011 à 2012)
Prime de remboursement des obligations convertibles en actions	2 552 000	1 353 743 (1)	522 559	675 698

(1) Dont charge financière reconnue sur la période par voie de constitution d'un complément de provision pour risque : 450 864 € (voir note 4.12).

(2) Engagements hors bilan au 31 décembre 2009 : à traduire annuellement en charges financières par voie d'augmentation de provision selon le rythme présenté ci-dessus, sous réserve toutefois du remboursement des obligations toujours en circulation à l'échéance.

Note 4.14 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'analysent comme suit au 31 décembre 2009 :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Comptes fournisseurs (1)	7 342 793	5 771 055
Factures non parvenues (1)	1 126 834	1 681 262
TOTAL	8 469 627	7 452 317

(1) Dont dettes vis-à-vis des entités liées : 1 540 K€.

Les dettes fournisseurs intègrent les sommes dues par le groupe au titre des achats d'espace réalisées auprès des moteurs de recherche engagés pour le compte de ses clients. En application des règles relatives en France aux contrats de mandat (voir faits significatifs de l'exercice), ces flux ne figurent ni en chiffres d'affaires ni en charges externes.

Note 4.15 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont une échéance inférieure à un an au 31 décembre 2009 et s'analysent comme suit :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Dettes sociales	879 771	1 490 094
Personnel et comptes rattachés	368 355	708 747
Organismes sociaux	511 416	781 347
Dettes fiscales	2 674 786	2 231 830
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	2 499 870	2 037 881
Autres impôts et taxes	174 916	193 949
TOTAL	3 554 557	3 721 924

Note 4.16 Autres dettes

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Avances Clients et Clients créditeurs	160 873	27 542
Clients – avoirs à établir	213 428	152 577
Dettes sur acquisition NB Italy	-	495 357
Dettes sur acquisition NB Finland	-	416 031
Autres dettes	72 264	19 029
TOTAL	446 565	1 110 536

Note 4.17 Produits constatés d'avance (935 905 €)

Les produits constatés d'avance correspondent à l'étalement des prestations facturées :

- Référencement et trafic : 618 K€
- CRM : 101 K€
- Prestations de création : 121 K€
- Autres : 96 K€

Note 4.18 Détail des charges à payer (2 341 984 €)

	31 déc. 2009	31 déc. 2008
Emprunts obligataires convertibles	Montant	Montant
Intérêts courus à payer	337 274	359 080
TOTAL	337 274	359 080
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	Montant	Montant
Cartes bleues différées	28 029	28 510
TOTAL	28 029	28 510
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant	Montant
Fourn.-fact.à recevoir	1 126 834	1 681 262
TOTAL	1 126 834	1 681 262
Dettes fiscales et sociales	Montant	Montant
Prov./congrés payés	277 508	274 734
Primes et frais à payer	60 580	165 032
Ch.soc.sur cp à payer	111 005	113 252
Autres ch.soc à payer	14 953	78 325
Etat-divers à payer	172 373	193 949
TOTAL	636 419	825 292
Autres dettes	Montant	Montant
Clients-avoirs à établir	213 428	152 577
TOTAL	213 428	152 577

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Note 4.19 Analyse du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires réalisé sur l'année 2009 s'élève à 13 492 471 €. Il se répartit comme suit (K€) :

Période (12 mois) – (K€)	2009	2008
Prestations de référencement/trafic	3 762	9 278
Création	2 607	454
Prestations de Consulting	1 897	1 783
Autres Prestations	3 770	1 235
Prestations groupe	1 280	1 328
Produits annexes	176	146
TOTAL	13 492	14 224

Note 4.20 Autres produits d'exploitation

Périodes (12 mois)	2009	2008
Reprises de provisions	243 268	-
Reprise de dépréciation de créances	109 922	329 471
Transfert de charges d'exploitation vers autres comptes de gestion	18 811	185 193
Autres transferts de charges d'exploitation et divers	94 404	10 895
Transfert de charges débiteur	(168 268) (1)	-
TOTAL	298 137	525 560

(1) Dont transfert pour reclassement de reprises de provisions en charges de personnel : 168 268 €.

Note 4.21 Résultat financier

Période (12 mois)	2009	2008
Produits financiers	2 136 242	1 942 015
Produits de participation	1 300 000 (1)	-
Revenus des créances financières / entités liées	31 594	836 949
Autres produits financiers	54 928	3 959
Gains de change	61 527	39 193
Reprise de prov pour risque de change	146 115 (4)	59 742
Reprise de dép. sur créances immobilisées (Leadmédia)	485 620 (4)	-
Plus-values de cession sur VMP	56 458	1 002 172
Charges financières	4 949 465	11 993 730
Malis de confusions de patrimoine	-	9 633 193
Perte sur créances financières	-	627 174
Dot. Prov. pour risque de non conversion OC en actions (2)	450 864	902 878
Intérêts sur emprunts obligataires convertibles en actions	441 318	495 875
Intérêts des dettes financières / entités liées	6 683	85 012
Autres charges financières	4 511	47 887
Pertes de change	86 238	51 785
Dotation prov. pour risque de change	98 851	146 115
Dépréciation de titres de participation	3 861 000 (3)	3 811
Résultat financier	(2 813 224)	(12 744 413)

(1) La société NetBooster Finland a versé 1 300 K€ de dividendes à sa société mère au cours de l'année 2009.

(2) Voir notes 4.12 et 4.13.

(3) Voir note 4.3 ; dont dépréciation sur titres NetBooster Finland : 1 067 K€ et Guava : 2 000 K€.

(4) Détail des reprises de provisions de l'exercice

Reprises utilisées	:	146 115 €
Reprises non utilisées	:	485 620 € (voir faits significatifs de l'exercice page 4)
Total des reprises de l'exercice	:	631 735 €

Note 4.22 Résultat exceptionnel

Période (12 mois)	2009	2008
Produits exceptionnels	997 930	5 703 118
Régularisations diverses sur actifs et passifs	43 257	1 369
Produits exceptionnels en capital	70 648	-
Produits des cessions d'actifs financiers	486 525 (1)	4 152 169
Reprises sur amortissements dérogatoires (2)	-	126 401
Boni sur rachats d'obligations convertibles (3)	397 500	1 423 180
Charges exceptionnelles	417 023	3 100 815
Dommmages et intérêts	142 643	74 142
Amendes et pénalités de retard	4 231	5 141
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice	64 990	-
Charges sur exercices antérieurs	5 846	56 619
Régularisations diverses sur actifs et passifs	44 043	-
Valeurs nettes comptables des actifs cédés	75 525	2 813 129
Dotation aux amortissements et dép. exceptionnels	21 928	49 721
Dotations aux amortissements dérogatoires (2)	49 817	72 062
Dotations aux prov. à caractère exceptionnel	8 000	30 000
Résultat exceptionnel	580 907	2 602 303

(1) Dont cession de la participation Leadmédia Group (ex NB Invest) : 461 000 €.

(2) Voir note 4.10.

(3) Voir note 2 « Faits significatifs de l'exercice ».

Note 4.23 Déficits fiscaux reportables

Au 31/12/2009, les déficits reportables sans limitation de durée sur les exercices suivants s'élèvent à 4 756 100 €.

AUTRES INFORMATIONS

Note 4.24 Ventilation des effectifs

Au 31 décembre 2009, les effectifs de la société NetBooster SA s'élèvent à 89,5 personnes (vs 87 personnes au 31 décembre 2008).

Leur ventilation est la suivante :

- 74,0 cadres
- 9,5 ETAM
- 5,0 salariés en contrats de professionnalisation ou apprentissage.

Les effectifs moyens sur 2009 sont de 92 personnes (vs 59 personnes en 2008):

- 76,5 cadres
- 11,0 ETAM
- 4,5 salariés en contrats de professionnalisation ou apprentissage.

Note 4.25 Membres des organes d'administration et de direction

Rémunérations allouées à raison de leurs fonctions : 143 218 €

Rémunérations à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées : néant

Engagements en matière de pension et indemnités assimilées : néant

Avances et crédits accordés : néant

Note 4.26 Sûretés réelles consenties et engagements hors bilan

ENGAGEMENTS DONNES

- **Primes de remboursement à verser en cas de non conversion en actions des obligations convertibles**

NetBooster SA a contracté en mars 2007 un emprunt obligataire convertible en actions (voir note 4.13). En cas de non conversion en actions de ces titres avant leur échéance prévue le 23 mars 2012, la société s'est engagée à verser en complément de leur valeur nominale une prime de remboursement de 11 000 € par titre.

Au 31 décembre 2009, les primes de remboursement maximales à verser en application de cet engagement conditionnel sont de 2 552 000 Euros.

A la date de l'arrêté des comptes, la société estime peu probable la conversion des obligations en actions de sorte qu'elle a constitué une provision de 1 353 743 € pour charges financières liées au remboursement de ces primes.

Compte tenu de l'enregistrement de ce passif, l'engagement hors bilan maximal résultant de la non conversion en actions des obligations convertibles s'établit à 1 198 257 €.

➤ **Engagement de bonne fin en substitution de NetBooster Spain quant à l'exécution de ses obligations contractées dans le cadre de l'acquisition de la société Evolnet**

Les engagements donnés (fermes et conditionnels) aux cédants de la société Evolnet par la société NetBooster Spain sont garantis par la société NetBooster SA.

L'acquisition des titres Evolnet a été réalisée en juillet 2008.

Les accords prévoient le versement de compléments de prix conditionnels selon le rythme suivant :

Compléments de prix à payer en 2011 (1) : 900 000 €

(1) Ces parties de complément de prix sont conditionnées par les performances de la société Evolnet sur l'exercice 2010 et seront en tout état de cause plafonnées à 2 500 000 € ; elles ont été estimées sur la base de prévisions d'activité considérées comme raisonnables par la société.

ENGAGEMENTS REÇUS

Clause de retour à meilleure fortune

En date du 11/08/2005, NetBooster SA a consenti à l'un de ses clients un abandon de créances à caractère commercial de 41 500 € hors taxe assorti d'une clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune.

Le critère du retour à meilleure fortune s'entend de l'atteinte par ce client d'un objectif de chiffre d'affaires annuel au plus tard le 31 décembre 2015.

La société NetBooster SA n'a bénéficié d'aucun retour à meilleure fortune au titre de l'exercice 2009.

Note 4.27 Tableau des filiales

	Capital social	Capitaux propres autres que le capital et le résultat de l'exercice	Quote-part détenue (%)	Valeur comptable des titres détenus	Chiffre d'affaires	Résultat net 2009	Prêts et avances consentis par la société NetBooster	Avals et cautions consentis	Dividendes versés
NetBooster LTD (*) 34/36 High Holborn WC1V 6AE LONDRES	50 000 GBP	(39) KGBP	100 %	Brute : 2 340 K€ Nette : 491 K€	1 483 KGBP	(50) KGBP	236 K€	-	-
NetBooster GMBH (*) Berner Strasse 64 D60437 FRANCFORT	75 000 €	136 K€	100 %	Brute : 304 K€ Nette : 304 K€	2 833 K€	274 K€	-	-	-
NetBooster SPAIN (*) Plazza de Manuel Becerra ,15 28028 MADRID ESPAGNE	3 010 €	75 K€	100 %	Brute : 1 278 K€ Nette : 1 278 K€	1 362 K€	360 K€	6 877 K€	900 K€	-
NetBooster Italy (*) 43 Via Sicilia 00187 ROME - ITALIE	10 000 €	231 K€	100 %	Brute : 2 874 K€ Nette : 1 898 K€	5 109 K€	(151) K€	-	-	-
NetBooster Finland (*) Lönnotinkatu 20 00120 HELSINKI - Finland	4 000 €	704 K€	100 %	Brute : 9 817 K€ Nette : 2 337 K€	3 596 K€	(289) K€	-	-	1 300 K€
Pixidis 11, Rue Dieu 75010 PARIS	8 000 €	35 K€	100 %	Brute : 50 K€ Nette : 50 K€	-	(2) K€	-	-	-
NETBOOSTER ASIA (*) Unit 2101 – 121 Velero St. Salcedo Village Makati City 1227 PHILIPPINES	700 000 PHP	(66) K€	19,97 %	Brute : 23 K€ Nette : 23 K€	716 K€	(209) K€	50 K€	-	-
YELLOWASP Corp. (*) Unit 2101 – 121 Velero St. Salcedo Village 1227 Makati City PHILIPPINES	500 000 PHP	(168) K€	50 %	Brute : 214 K€ Nette : 214 K€	1 370 K€	(60) K€	200 K€	-	-
NetBooster Brasil ltda (*) Avenida Paulista, n°568 Sala 3 CEP 01310-000 (Sao Paulo – Brésil) (2)	131 671 Réal Br.	-	19,53 %	Brute : 10 K€ Nette : 10 K€	NS	NS	53 K€	-	-
GUAVA (*) 3-5 Amaliegade 1256 COHENHAGUE DANEMARK (1)	16 615 510 DKK	85,4 MDKK	29,89 %	Brute : 3 051 K€ Nette : 2 151 K€	5,5 MDKK	(303,8) MDKK	-	-	-
Same Same 11 Rue Dieu 75010 PARIS (2)	50 000 €	-	19,00 %	Brute : 10 K€ Nette : 10 K€	242 K€	(44) K€	-	-	-

* Filiales étrangères.

- (1) La société GUAVA est cotée sur le marché First North de Copenhague (Danemark) et clôture ses comptes au 30 juin en Couronne Danoise (1 DKK représente environ 0,1344 €). Les données indiquées ci-dessus sont relatives à son dernier exercice clos le 30 juin 2009.
- (2) Les sociétés NetBooster Brasil et Same Same ont été constituées respectivement en juillet et août 2009. La société NetBooster Brasil n'a pas clos son premier exercice au 31/12/2009.

Note 4.28 Créances, dettes, produits et charges avec les entités liées

Les sociétés suivantes sont incluses dans le périmètre de consolidation de ces comptes :

NetBooster Ltd

NetBooster Webpositioning GmbH

NetBooster SPAIN SL

NetBooster Italy

NetBooster Finland

Pixidis SARL

Evolnet média

Yellowasp

Guava

Sont exclues du périmètre des comptes consolidés mais entretiennent un lien de participation avec NetBooster les sociétés suivantes :

NetBooster Asia

NetBooster Brésil

SAME SAME

BUZZ LEMON

Informations financières relatives aux entités liées ou en lien de participation

ENTITES LIEES

K€	NetBooster LTD	NetBooster GMBH	NetBooster SPAIN	NetBooster Italie
Créances clients	81	415	377	506
Cr.immo./Autres créances	236	-	6 877	-
Dettes fournisseurs	(85)	(129)	(780)	(380)
Dettes financières	-	(455)	-	(378)
Produits d'exploitation	233	596	102	129
Charges d'exploitation	(38)	(54)	(121)	(98)
Produits financiers	-	-	54	-
Charges financières	-	-	-	-

K€	Netbooster Finland	PIXIDIS	Evolnet Media	Yellowasp
Créances clients	422	-	225	335
Cr.immo./Autres créances	-	-	-	200
Dettes fournisseurs	(149)	-	(17)	-
Dettes financières	(18)	(21)	-	-
Produits d'exploitation	129	-	64	60
Charges d'exploitation	(36)	-	-	-
Produits financiers	-	-	-	-
Charges financières	7	-	-	-

ENTITES EN LIEN DE PARTICIPATION

K€	NetBooster Asia	NetBooster Brésil	GUAVA	Same Same
Créances clients	48	4	-	25
Créances ratt. participations	-	-	-	-
Autres créances	50	53	-	-
Dettes fournisseurs	(36)	-	(2)	(42)
Autres dettes	-	-	-	-
Produits financiers	-	-	-	-
Charges financières	-	-	-	-

NOTE 5 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE DE 4 M€**

Mi février 2010, la société NetBooster a ouvert son capital à Monsieur Raphaël Zier, ancien fondateur et dirigeant de l'agence Pôle Nord (agence interactive) et spécialiste du marketing interactif.

Cette augmentation de capital d'un montant de 4 M€ s'inscrit dans le cadre d'un projet de collaboration entre NetBooster et Monsieur Zier. Ce dernier rejoint le groupe comme Directeur du Développement, avec l'objectif de participer activement au développement de son portefeuille grands comptes.

RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION DANS LA SOCIETE GUAVA

Fin février 2010, NetBooster a participé à une augmentation de capital réservée initiée par la société GUAVA.

Cette opération a permis à la société NetBooster de monter au capital de GUAVA à hauteur de 68,26% par conversion de créance et apport de capital en numéraire. Le coût total de cette opération pour NetBooster a été de 3,9 M€ se décomposant comme suit :

- 1,2 M€ en numéraire ;
- 2,7 M€ par compensation de créance sachant qu'en février 2010, NetBooster a racheté pour 0,8 M€ une créance d'environ 20 M DKK (2,7 M€) qu'un établissement bancaire détenait sur la société GUAVA.

Cette opération a ainsi généré un produit de 1,9 M€ pour NetBooster. Le coût net en numéraire de l'ensemble de ces opérations s'élève ainsi à 2 M€.

CESSION DE LA PARTICIPATION DANS LA SOCIETE NETBOOSTER LTD

Au cours du mois d'avril 2010, la société NetBooster a cédé à la société GUAVA sa participation dans la société NetBooster LTD avec pour objectif principal de mettre en commun le savoir-faire et l'expérience de leurs équipes respectives sur le marché britannique.

Cette transaction s'est effectuée sur la base d'un prix de 0,5 M€.

NETBOOSTER

Société anonyme au capital de 942.632,30 €

Siège social : 11, rue Dieu - 75010 Paris

418 267 704 R.C.S. Paris

SIRET 418 267 704 00033

**RAPPORT DE GESTION SUR LE GROUPE
ET LES COMPTES CONSOLIDES DE NETBOOSTER
RAPPORT DE GESTION SUR L'ACTIVITE
ET LES COMPTES SOCIAUX DE NETBOOSTER**

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 22 JUIN 2010

Mesdames, Messieurs et chers Actionnaires,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de vous rendre compte de l'activité de la société NETBOOSTER (la "**Société**") et de ses filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et de soumettre à votre approbation les comptes annuels et les comptes consolidés au cours dudit exercice.

Les convocations habituelles vous ont été adressées et tous les documents prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais prescrits.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes.

Sommaire

1 - ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES ET EVOLUTION DES AFFAIRES AU COURS DE L'EXERCICE 2009	4
1.1 Affaires commerciales.....	4
1.2 Prises de participations significatives dans les sociétés ayant leur siège social en France ou prises de contrôle de telles sociétés	5
1.3 Prises de participations significatives dans les sociétés ayant leur siège social hors de France ou prises de contrôle de telles sociétés.....	5
1.4 Recherche et développement.....	6
2 - FILIALES ET PARTICIPATIONS	7
3 - RESULTATS DE CETTE ACTIVITE ET SITUATION FINANCIERE AU REGARD DU VOLUME DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES	8
3.1 Présentation des comptes – Méthodes d'évaluation	8
3.2 Résultats des comptes sociaux.....	9
3.3 Résultats des comptes consolidés.....	10
3.4 Dépenses non déductibles fiscalement	10
3.5 Tableau des résultats des cinq derniers exercices.....	11
3.6 Fournisseurs – Informations sur les délais de paiement.....	11
4 - AFFECTATION DU RESULTAT	11
5 - ACTIVITE DE LA SOCIETE DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE – PERSPECTIVES D'AVENIR ...	12
6 - DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE,	14
6.1 Risques liés à l'activité.....	14
6.2 Risques sur la Propriété intellectuelle.....	14
6.3 Risques clients.....	14
6.4 Risques fournisseurs.....	15
6.5 Risques d'internalisation de l'activité par les moteurs de recherche	15
6.6 Risques de déréférencement (« black-listage »).....	15
6.7 Risques liés aux évolutions technologiques.....	16
6.8 Risques liés à l'organisation de la société	16
6.9 Risques de marché.....	17
6.10 Risques liés à la réglementation applicable et à son évolution	18
6.11 Assurances et couverture des risques	18
6.12 Risques liés au passif et à l'intégration des sociétés acquises	18
7 - INDICATIONS SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS.....	18
8 - PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL SOCIAL	18
9 - RAPPORT SPECIAL SUR L'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS	19
10 - TABLEAU SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL	20
11 - TITULAIRES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS LA SOCIETE.....	21
12 - LISTE DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DES MANDATS EXERCES DANS TOUTE SOCIETE PAR CHACUN DES MANDATAIRES SOCIAUX	21

Rapport de gestion 2010	3
12.1 Monsieur Pascal CHEVALIER.....	21
12.2 Monsieur Stéphane DARRACQ.....	22
12.3 Monsieur Jean-Pierre ESKENAZI.....	23
12.4 Monsieur Emmanuel BRIZARD.....	23
12.5 Monsieur Bernard-Louis ROQUES.....	24
12.6 Monsieur Eric TONG CUONG.....	24
13 - NOMINATION DE DEUX NOUVEAUX ADMINISTRATEURS	25
14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	25
14.1 Mandat des Commissaires aux Comptes.....	25
14.2 Rémunérations perçues par les Commissaires aux Comptes (L. 820-3)	25
15 - CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L. 225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE ...	26
16 - CONCLUSION.....	26

1 - ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES ET EVOLUTION DES AFFAIRES AU COURS DE L'EXERCICE 2009**1.1 Affaires commerciales**

Au sein d'un marché publicitaire en repli, le secteur de la publicité sur Internet a continué à enregistrer une croissance positive en 2009.

L'année 2009 a été marquée par un ralentissement de la croissance des investissements sur Internet (seulement 6 % de progression), alors que le secteur avait régulièrement connu une croissance à deux chiffres.

Les évolutions par segment montrent une forte disparité. Si les investissements en search (+10%) et en affiliation (+12%) ont poursuivi leur marche en avant, les formats publicitaires traditionnels – display -6%, e-mailing -20% s'affichent en recul. Désormais, la mesure réelle de l'audience et de l'efficacité commerciale sont des facteurs clés de succès de notre industrie.

Les annonceurs accordent par ailleurs une importance croissante aux nouveaux leviers de communication tel l'e-CRM. Ce levier à la particularité d'offrir aux annonceurs des techniques de personnalisation et de fidélisation en ligne. Internet est ainsi perçu comme un véritable canal relationnel et un levier de développement de la valeur client incontournable.

Dans un contexte macro-économique dégradé et sur un marché en perpétuelle évolution, NETBOOSTER a su mettre en avant ses atouts et ses compétences.

Si l'attentisme de ses clients a pesé sur son niveau d'activité, NETBOOSTER a su orienter leur stratégie vers des leviers à plus forte marge, tout en préservant leurs objectifs d'investissements.

Les gains au cours de l'exercice de clients emblématiques tels que les budgets Accor (3.4m€ de budget en 2009) sur le search ou d'Ebay sur l'affiliation (0.25m€) ont illustré la capacité de NETBOOSTER, à travers le renforcement continu de ses expertises, à suivre la croissance du marché de la communication sur internet.

La montée en gamme de la clientèle s'illustre par une évolution positive de la segmentation de notre portefeuille clients ainsi que du budget moyen par client. Ce dernier est ainsi passé de 38k€ en 2007 à 44k€ en 2009.

La part croissante de l'e-CRM dans notre mix produit - passé de 6,7% de la MB en 2008 à 9,1% de la MB en 2009, soit une croissance en valeur de 13% - prouve la pertinence de notre stratégie de croissance vers des leviers à forte marge.

L'accélération de la croissance des investissements publicitaires de nos clients dans les pays émergents vient également légitimer le positionnement international de NETBOOSTER ET NOTRE STRATEGIE D'ACCOMPAGNEMENT DE CES CLIENTS. L'ouverture de NETBOOSTER Brésil en 2009 et le renforcement de la participation dans sa filiale aux Philippines répondent à cette nouvelle cartographie des investissements en matière de communication.

Afin d'illustrer notre présence internationale, nous rappellerons que nous disposons :

D'une soixantaine de collaborateurs dans nos filiales européennes

D'une centaine de collaborateurs en France

D'une centaine de collaborateurs en Asie

D'une dizaine de collaborateurs au Brésil

Les équipes de Guava se composent de 130 collaborateurs répartis en Europe et du Nord et en Grande Bretagne.

1.2 Prises de participations significatives dans les sociétés ayant leur siège social en France ou prises de contrôle de telles sociétés

En mars 2009, votre Société a pris une participation de 5 % dans la société Websight Agency (société à responsabilité limitée au capital de 500 €, dont le siège social est situé 15, rue du pré – 06400 Cannes et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Cannes sous le numéro 511 050 593) représentant un investissement de 25 €.

En août 2009, votre Société a pris une participation de 19% dans la société Same-Same Agency (société par actions simplifiée au capital de 50.000 €, dont le siège social est situé 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 514 444 074) représentant un investissement total de 9.501 €

1.3 Prises de participations significatives dans les sociétés ayant leur siège social hors de France ou prises de contrôle de telles sociétés

Partenariat industriel entre GUAVA et NETBOOSTER

Nous vous rappelons qu'en décembre 2008, NETBOOSTER et GUAVA sont convenues de la création d'un partenariat industriel et opérationnel avec l'entrée de NETBOOSTER dans le capital de GUAVA à hauteur de 11 %.

Cette décision stratégique, prise au terme de plusieurs mois de négociations entre les deux sociétés, résulte de la vision industrielle que partage la direction de chacun des deux groupes. Ce partenariat a pour objectif de mieux servir les clients notamment grâce à :

- une forte complémentarité géographique offrant une couverture inégalée en Europe,
- l'accès combiné à un pool de plus de 400 spécialistes du marketing on-line dans 9 pays européens,
- une plate-forme technique plus large et des outils technologiques fortement complémentaires.

Pour sceller ce partenariat et sa logique industrielle, NETBOOSTER a pris une participation minoritaire de 11 % (14 millions d'actions) par le biais d'une augmentation de capital réservée de GUAVA d'un montant de 1 M€.

Mai 2009

En mai 2009 NETBOOSTER a annoncé porter à 29,89% sa participation au capital de son partenaire industriel GUAVA.

Suite à des achats de titres sur le marché, NETBOOSTER avait franchi le seuil des 15% du capital de GUAVA, et s'était engagée à participer à une augmentation de capital

réservée de la société Guava afin de porter sa participation à 29,89%. L'augmentation de capital a porté sur l'émission de 28 996 992 actions de Guava à un prix de souscription de 0,36 DKK soit un investissement de 1,4 M€.

Février 2010

Nous vous rappelons que NETBOOSTER a annoncé en février 2010 avoir participé à une augmentation de capital réservée de la société GUAVA. Cette opération a permis à NETBOOSTER de monter au capital de GUAVA à hauteur de 68,26% par conversion de créance et apport de capital en numéraire. Le coût total de cette opération pour NetBooster a été de 3,9 M€ se décomposant comme suit :

- 1,2M€ en numéraire
- 2,7M€ par compensation de créance sachant qu'en février 2010, NetBooster a racheté à CAPINORDIC la créance d'un montant de 2,7M€ (20M DKK) qu'elle détenait sur Guava pour un montant de 0,8M€.

Cette opération, a ainsi généré un produit de 1,9M€ pour NETBOOSTER et signifie que le coût net en numéraire de cette opération a été de 2M€.

Renforcement de la participation dans la société YELLOWASP

Votre Société a acquis environ 20 % du capital de la société YELLOWASP fin 2008 et a porté sa participation à 50 % du capital dans cette même société début 2009.

YELLOWASP est une société dite "Corporation" de droit philippin au capital de 500.000 Php, ayant son siège social situé Unit 2101 – 121 Velero Street, Salcedo Village - MAKATI CITY - 1227 PHILIPPINES, immatriculée sous le numéro SEC A 200 004 986. YELLOWASP est une agence de conception, création, design et de développement de solutions e-business et de sites Internet pour les entreprises et les particuliers.

1.4 Recherche et développement

Les frais de Recherches et de Développement éligibles au crédit impôt recherche se sont élevés à 265 900 € et ont donné lieu à une demande de crédit d'impôt recherche de 79 770 €.

Ce montant minore les investissements matériels et humains réalisés par NETBOOSTER en matière d'innovation.

2 - FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 2009

Votre société détient directement :

- 41,5 % du capital de la société BUZZ LEMON, société à responsabilité limitée au capital de 9.183 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 432 373 561. Cette société a été placée en liquidation judiciaire en 2008.
- 100 % du capital de la société NETBOOSTER Ltd, société de droit britannique au capital de 50.000 GBP, dont le siège social est situé : Bloomsbury square – WC1A 2 RP Londres (Grande Bretagne) ; cette société a réalisé en 2009, un chiffre d'affaires de 1.666.691 € et un résultat net de (55.636) €.
- 100 % du capital de la société NETBOOSTER GMBH, société de droit allemand au capital de 75.000 €, dont le siège social est situé : 34 Wittelsbacherallee – 60316 Francfort (Allemagne) ; cette société a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 2.833.447€ et un résultat net de 274.012 €
- 100 % du capital de la société NETBOOSTER Spain, société de droit espagnol au capital de 3.010 €, dont le siège social est situé : Alfonso XII, 8 – 28014 Madrid (Espagne) ; cette société a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 1.362.438 € et un résultat net de 359.891€.
- 100 % du capital de la société Pixidis société à responsabilité limitée au capital de 8 000 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493 019 731 ; cette société demeure en sommeil depuis 2007 et a un volume d'activité négligeable.
- 100 % du capital de la société Total Management société de droit finlandais au capital de 4.000 € dont le siège social est situé Laurinmäenkuja 3 A, 00440 Helsinki Finlande, immatriculée sous le numéro 1473785-5 Finlande. ; cette société a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 3.595.915€ et un résultat net de (288.862)€
- 100 % du capital de la société Advance, société à responsabilité limitée (S.R.L.) de droit italien au capital de 10.000 €, ayant son siège social situé Via Sicilia, 43 00187 Rome – Italie, immatriculée sous le numéro 06972551003 Rome; cette société a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 5.108.668€ et un résultat net de (150.794)€.
- 19,97 % du capital de la société NETBOOSTER ASIA INC société à responsabilité limitée de droit Philippin au capital de P 700 000 ayant son siège social no 121 Valero Street Salcedo Village Makati City Philippines immatriculée sous le numéro CS 200715019 Mandaluyong City. Cette société a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 715.677€ et un résultat net de (209. 361) €.
- 50 % de la société YELLOWASP société dite "Corporation" de droit philippin au capital de 500.000 Php, ayant son siège social situé Unit 2101 – 121 Velero Street, Salcedo Village - MAKATI CITY - 1227 PHILIPPINES, immatriculée sous le numéro SEC A 200 004 986. Cette société a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 1.408.949€ et un résultat net de (61.369) €.
- 29,89% de la société GUAVA, société cotée sur le marché OMX First North de Copenhague, ayant son siège social situé Amaliegade 3-5 1256 København K, Denmark, GUAVA a réalisé au 30 juin 2009 un chiffre d'affaires de 23.8m€ et un résultat net de -32.9m€.

- 19 % du capital de la société Same-Same Agency société par actions simplifiée au capital de 50.000 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 514 444 074. Cette société immatriculée le 4 septembre 2009, a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 241.563€ et un résultat net de (44.482) €.

Votre Société détient indirectement:

- via la société NETBOOSTER Spain : 100 % de la société EVOLNET MEDIA, société de droit espagnol au capital de 3.500 €, ayant son siège social situé Plaza de Manuel Becerra, 15 - Pabellón Inteieur – 28028 Madrid - Espagne ; cette société a réalisé en 2009, un chiffre d'affaires de 3.961.084 € et un résultat net de 218.853€.

L'ensemble des comptes des entreprises consolidées ont été arrêtés au 31 décembre 2009, date de clôture des comptes de toutes les sociétés faisant partie du périmètre de consolidation.

Nous vous rappelons qu'à la fin de l'année 2008, il a été pris la décision de conduire un processus de déconsolidation de l'activité de plateforme d'affiliation exploitée par la société R SAS. Cette déconsolidation a été opérée par voie de réduction, via la société NB INVEST (devenue LEADMEDIAGROUP), de la participation du Groupe NETBOOSTER à moins de 20 %.

En décembre 2009, il a été décidé de céder la participation détenue dans LEADMEDIAGROUP. Nous vous informons par conséquent que votre Société ne détient plus d'actions dans le capital de LEADMEDIAGROUP.

3 - RESULTATS DE CETTE ACTIVITE ET SITUATION FINANCIERE AU REGARD DU VOLUME DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES

3.1 Présentation des comptes – Méthodes d'évaluation

Nous vous précisons que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que l'année précédente.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de continuité d'exploitation et d'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En application des dispositions de l'article L. 232-6 du Code de Commerce, nous vous précisons qu'aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels, comme dans les méthodes d'évaluation retenues.

3.2 Résultats des comptes sociaux

Au cours de cette période, le chiffre d'affaires net réalisé s'est élevé à 13.492.471,14 €, contre 14.224.290,23 € pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation ont été par ailleurs les suivantes :

- Achats de marchandises	6,81 €
contre 403,83 € pour l'exercice précédent	
- Autres achats et charges externes	5.930.366,03 €
contre 10.912.628,22 € pour l'exercice précédent	
- Salaires et traitements	4.219.377,15 €
contre 3.105.863,53 € pour l'exercice précédent	
- Charges sociales	1.910.688,40 €
contre 1.306.883,16 € pour l'exercice précédent	
- Impôts, taxes et versements assimilés	296.489,46 €
contre 196.388,61 € pour l'exercice précédent	

Les dotations aux amortissements se montent au 31 décembre 2009 à 358.992,33 € contre 487.629,49 € pour l'exercice précédent.

Les dotations aux provisions sur immobilisations se montent au 31 décembre 2009 à 349.000,00 € contre 439.402,63 € pour l'exercice précédent.

Les dotations aux provisions pour dépréciation s'élèvent quant à elles à la même date à 381.546,85 € contre 731.154,00 € pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 13.524.346,24 € contre 17.442.647,74 € pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 266.261,99 € contre (2 692 697,72) € pour l'exercice précédent.

Le résultat financier tient compte de produits pour 2.136.241,84 € tandis que les charges financières s'élèvent à 4.949.465,43 €, d'où un résultat financier de (2.813.223,59) €.

Quant au résultat courant avant impôts, il s'établit à (2.546.961,60) € contre (12.744.413,06) € pour l'exercice précédent.

Après prise en compte :

- d'un résultat exceptionnel de 580.906,84 €, contre 2.602.302,87 € pour l'exercice précédent,

- la société bénéficie d'un crédit d'impôt sur les bénéfices de 79.770,00 € au titre de l'exercice 2009,

L'exercice clos le 31 décembre 2009 se traduit par une perte de (1.886.284,76) € contre une perte de (10.142.110,19) € pour l'exercice 2008.

En Euros	31 décembre 2008	31 décembre 2009
Chiffre d'affaires net	14.224.290,23 €	13.492.471,14 €
Résultat d'exploitation	(2.692.697,72) €	266.261,99 €
Résultat net	(10.142.110,19) €	(1.886.284,76) €

3.3 Résultats des comptes consolidés

Au cours de cette période, le chiffre d'affaires 2009 s'est élevé à 31.010.300 € contre 43.801.664 € pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à 990.405 €.

Le résultat net des sociétés intégrées s'élève à 999.261 € (avant amortissement des écarts d'acquisition, quote-part des sociétés mises en équivalence et par des minoritaires).

En Euros	31 décembre 2008	31 décembre 2009
Chiffre d'affaires net consolidé	43.801.664 €	31.010.300 €
Résultat d'exploitation consolidé	1.172.229 €	990.405 €
Résultat net des sociétés intégrées	7.287 €	999.261 €

3.4 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts nous vous demanderons également, lors de l'assemblée, de constater qu'aucune charge ni aucune dépense somptuaire visée à l'article 39-4 du même code n'a été enregistrée au cours de l'exercice, tandis que le montant des amortissements excédentaires s'est élevé à 4 497 € lequel montant, réintégré fiscalement, a réduit le résultat fiscal déficitaire de l'exercice, réduisant corrélativement le montant total des déficits fiscaux reportables sur le bénéfice fiscal des exercices ultérieurs.

3.5 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

3.6 Fournisseurs – Informations sur les délais de paiement

Conformément aux nouvelles obligations en matière de délais de paiement introduites par la loi N°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, dite loi LME, complétée par le décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs et comptes rattachés au 31/12/2009 qui ressort à 8.469.627,06 € et se décompose comme suit :

ECHU			SOLDE	NON ECHU	
<60j	60j	30j		30j	60j
2 059 027	218 125	1 431 248	3 708 400	4 761 227	1 429 705
			8 469 627		3 331 521

Le détail de ces montants vous sont communiqués ou tenus à disposition.

4 - AFFECTATION DU RESULTAT

Le Conseil d'Administration propose d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice 2009 qui s'élève à (1.886.284,76) € de la manière suivante :

Poste à affecter	Poste affecté	Montant à affecter	Affectation
Report à nouveau antérieur	euro 0	euros (1.886.284,76)	
Résultat de l'exercice		euros (1.886.284,76)	
	Report à nouveau		euros (1.886.284,76)
Total			euros (1.886.284,76)
Total report à nouveau Après affectation			euros (1.886.284,76)

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la société n'a procédé à la distribution d'aucun dividende au titre des trois exercices précédents.

5 - ACTIVITE DE LA SOCIETE DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE – PERSPECTIVES D'AVENIR

NETBOOSTER démarre l'année 2010 à un rythme soutenu de new business

L'offre singulière de NETBOOSTER parmi les agences interactive et son positionnement de '*business booster*' séduisent des annonceurs majeurs sur Internet.

Au cours des trois derniers mois, c'est l'ensemble des métiers de NETBOOSTER qui ont bénéficié de cet apport de nouveaux clients :

- **lastminute.com** pour la gestion des campagnes de marketing online
- **TF1** en e-CRM
- Le Groupe **Clarins** pour ses marques Clarins et Thierry Mugler avec l'ensemble des leviers d'acquisition e-commerce (Référencement naturel, Search Engine Marketing, Affiliation)
- **Télémarket** en acquisition (SEM, Affiliation), études consommateurs et e-CRM,
- **Corsica Ferries** pour le monitoring de son e-réputation (Netbooster Prism) et la gestion de l'e-CRM
- **Intersport** en e-CRM
- Laboratoires **Merck** pour le référencement naturel.

La poursuite de ce développement s'accompagne de recrutements de nouveaux talents au sein de l'Agence pour continuer de délivrer une prestation sans faille dont la qualité est particulièrement reconnue.

Fusion par NETBOOSTER et Guava de leurs activités au Royaume-Uni

Le 23 mars 2010, votre Société et GUAVA ont annoncé leur décision de fusionner leurs activités au Royaume-Uni, sous la marque et sous la direction opérationnelle de Guava.

Suite à cette opération, les activités réunis de Guava et de NETBOOSTER :

- réuniront 50 collaborateurs,
- opèreront à partir des sites de Londres, de Cornouailles et de Hurst,
- seront en mesure de proposer une gamme complète de services de marketing online aux clients britanniques et internationaux.

Initiée en 2009, l'alliance stratégique entre NETBOOSTER et Guava tire son origine d'une vision industrielle partagée. L'objectif affiché est de mieux servir les clients des deux sociétés en intégrant :

- une forte complémentarité géographique offrant une couverture inégalée en Europe,
- l'accès combiné à un pool de plus de 400 spécialistes du marketing on-line dans 9 pays européens,
- une plate-forme technique plus large et des outils technologiques fortement complémentaires.

NETBOOSTER remporte le budget marketing internet de Lastminute.com

En mars 2010, à l'issue d'une compétition qui l'a opposé aux 8 principales agences de marketing digital, votre Société a remporté la gestion des campagnes de marketing online de lastminute.com.

NETBOOSTER prend ainsi en charge les principaux canaux d'acquisition de lastminute.com.

La parfaite connaissance par NETBOOSTER du marché du '*Travel*' et sa maîtrise de l'ensemble des variables (leviers, saisonnalité, adéquation produits / cibles, ...) vont lui permettre d'optimiser les étapes du parcours clients pour maximiser les conversions sur le site.

La position unique de NETBOOSTER sur le marché lui permet de faire bénéficier à lastminute.com des derniers outils innovants en matière d'optimisation des performances des campagnes online (par exemple, nouveaux outils de Google en version bêta).

NETBOOSTER se voit décerner le prix de l'exportation par la chambre de commerce Franco-Danoise

En janvier 2010, le Groupe NETBOOSTER s'est vu attribué par la Chambre de Commerce Franco-Danoise, le prix de l'exportation 2009.

A l'issue de la réception du Nouvel An à l'Ambassade de France à Copenhague qui a eu lieu le 18 janvier 2010, S E l'Ambassadrice de France au Danemark, Madame Bérengère Quincy, a remis ce prix à Pascal Chevalier, Président Directeur Général de NETBOOSTER.

La Chambre de Commerce Franco-Danoise, destinée à promouvoir les échanges commerciaux entre la France et le Danemark, et à encourager les relations industrielles et professionnelles entre les deux pays, attribue ce prix chaque année. NETBOOSTER succède ainsi aux marques exportatrices les plus prestigieuses comme L'Oréal ou Bonduelle.

A l'occasion de cette cérémonie, SE l'Ambassadrice de France a relevé le dynamisme de NETBOOSTER qui, par sa prise de participation dans GUAVA exporte son savoir-faire en matière de marketing online auprès d'un acteur majeur du marché danois.

6 - DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE.

6.1 Risques liés à l'activité

Risques liés à l'évolution du marché et à l'environnement concurrentiel

Les marchés sur lesquels évolue NETBOOSTER sont des marchés fortement corrélés à la conjoncture économique. Une baisse significative du marché de la publicité et du marketing on-line pourrait par exemple avoir un impact défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière et sa capacité à réaliser ses objectifs.

Par ailleurs, les marchés du marketing on-line et plus particulièrement celui du référencement sont des marchés récents et concurrentiels sur lesquels de nombreux acteurs sont présents.

Cette intensité concurrentielle pourrait représenter un risque pour la Société en ce qui concerne sa position sur le marché. NETBOOSTER ne peut exclure que de nouveaux acteurs pénètrent le marché, ou qu'un acteur déjà présent ne décide de fédérer le marché, ce qui aurait pour effet de diminuer les parts de marché de la Société. Toutefois NETBOOSTER détient une position de leader sur le marché du search marketing avec une expérience de plus de 10 ans.

6.2 Risques sur la Propriété intellectuelle

Le Groupe est titulaire de ses droits de propriété intellectuelle, et notamment ses marques et noms de domaine.

L'ensemble des marques du Groupe est géré par un Cabinet Spécialisé de Conseil en Propriété Intellectuelle. La Société est également propriétaire de nombreux noms de domaine dont l'ensemble de ceux utilisés dans le cadre de ses activités commerciales.

En matière de protection de logiciels, NETBOOSTER a déposé les programmes sources de trois de ses applicatifs (logiciel ROI, logiciel PPC et logiciel NVP) auprès de l'Association de Protection des Programmes (APP).

Les activités de référencement payant (SEM) et d'affiliation présentent aussi un risque de conflits relatif à l'utilisation de certains mots clés, slogans, accroches publicitaires ou marques protégés. Une erreur dans l'utilisation de certains mots clés ou marques non autorisés peut être reprochée à NETBOOSTER et présente donc de fait une risque juridique et opérationnel.

6.3 Risques clients

NETBOOSTER possède une offre Business to Business, tournée notamment vers les entreprises souhaitant développer leur notoriété et / ou leurs ventes sur Internet.

Concentration clientèle et dépendance

La clientèle de NETBOOSTER présente des profils extrêmement variés, aussi bien en termes de taille qu'en termes de secteurs d'appartenance. La Société détient ainsi une base clientèle développée et hétérogène avec plus de 1000 comptes clients. Ajouté à cela, la Société bénéficie d'une diversité géographique de sa clientèle compte tenu de sa présence globale au niveau européen.

L'analyse des facturations hors taxes du Groupe, laisse apparaître une faible concentration des facturations émises au cours de l'exercice sur peu de clients. La perte de l'un des premiers clients pourrait toutefois être préjudiciable à la Société.

Afin de limiter le risque d'impayés, la Société a mis en place une procédure d'administration des ventes incluant la vérification du statut financier de ses clients, ainsi qu'un dispositif de relances clients, avec une personne dédiée.

6.4 Risques fournisseurs

Les principaux fournisseurs de la Société sont notamment les différents moteurs de recherche, moteurs de shopping et annuaires.

Le plus important fournisseur de NETBOOSTER est Google Adwords qui représentait, au 31 décembre 2009, plus de 70 % des achats totaux réalisés auprès des divers fournisseurs de trafic.

Compte tenu du fort développement des activités de SEM (trafic au Pay Per Clic et liens sponsorisés), et pour limiter sa dépendance vis-à-vis de peu de moteurs et outils de recherche et notamment vis-à-vis de Google, la Société a affiché une volonté de diversifier ses sources de production de clics. Aujourd'hui, la Société travaille notamment avec Google Adwords, Yahoo Search Marketing, MSN, Orange, Pangora, Kelkoo, Le Guide, Shopping.com, etc.

6.5 Risques d'internalisation de l'activité par les moteurs de recherche

L'arrivée d'intervenants du type de Google sur le marché a incontestablement contribué à développer les besoins et les services liés à la visibilité et au trafic sur Internet. Il n'est pas inenvisageable qu'un moteur de recherche ou annuaire prenne en charge, vis à vis des clients, tout ou partie des prestations que NETBOOSTER dispense actuellement.

Les développements sur Internet étant extrêmement véloces, ce risque n'est pas à exclure. La Société estime toutefois que ce risque est faible considérant l'ampleur des ressources humaines à mettre en œuvre pour prendre en charge le métier de NETBOOSTER.

6.6 Risques de déréférencement (« black-listage »)

Par le passé, Google a fait disparaître des sites web de son moteur de recherche en les « black listant ». Ces pratiques sont brutales et sans avertissement préalable. Google agit de la sorte lorsqu'il considère que les techniques utilisées pour optimiser la position d'un site ne sont pas dans le respect des bonnes pratiques. Ce genre d'incident peut toucher des clients de tout prestataire dans le domaine du référencement. Aujourd'hui, les techniques mises en œuvre par NETBOOSTER relèvent de ces bonnes pratiques. Toutefois, ce domaine est très évolutif et l'interprétation des

« bonnes pratiques » relève du bon vouloir de Google. L'occurrence de tels incidents n'est pas à exclure.

6.7 Risques liés aux évolutions technologiques

Risque d'obsolescence technologique

NETBOOSTER maîtrise l'ensemble des technologies liées à l'informatique et au monde d'Internet. Les plates-formes mises en place par la Société utilisent par ailleurs les technologies les plus récentes. En outre, l'équipe de R&D de NETBOOSTER est chargée de veiller à la mise à jour des systèmes compte tenu des évolutions des technologies web et liées aux moteurs de recherches, limitant ainsi le risque d'obsolescence de ses applications.

Risque lié à l'architecture technique

L'ensemble des applications et des serveurs utilisés est standard et l'architecture technique de ses applications a été optimisée de manière à en favoriser les développements et la performance. La Société ne peut toutefois exclure qu'un dysfonctionnement ou une défaillance de ces nouvelles fonctions applicatives puisse survenir et perturber l'exploitation normale de la Société.

Risques liés à Internet

Bien que la Société mette en œuvre les moyens adéquats pour assurer la sécurité et l'intégrité de ses systèmes informatiques, elle n'est pas en mesure de garantir une protection absolue contre les virus, et autres techniques d'intrusion des systèmes. Une telle action pourrait entraver le bon fonctionnement des systèmes informatiques, des plateformes et du serveur de la Société affectant ainsi la qualité de l'offre de la Société. Toutefois ces risques ne sont pas inhérents à NETBOOSTER et à son activité, mais à toutes les sociétés évoluant dans le secteur Internet et exploitant un réseau Internet.

La Société pourrait toutefois être amenée à l'avenir à procéder à des investissements ou à consacrer des ressources encore plus importantes pour faire face à l'accroissement de ces risques tenant plus particulièrement à la sécurité informatique sur Internet.

6.8 Risques liés à l'organisation de la société

Risques humains

Le capital humain de la Société est un élément essentiel de sa pérennité et de son développement. La fidélisation des collaborateurs est un enjeu primordial pour la Société.

Afin de contribuer à la fidélisation et à la motivation de ses collaborateurs, la Société a mis en place une politique d'actionnariat salarié par l'attribution d'actions gratuites pour l'ensemble des salariés du Groupe.

Pour assurer et conforter sa croissance, NETBOOSTER devra être capable d'attirer, de former, d'intégrer et de conserver de nouveaux collaborateurs qualifiés.

Dépendance à l'égard des dirigeants et des collaborateurs clefs

Le succès de NETBOOSTER repose en grande partie sur la qualité et l'implication de ses dirigeants et administrateurs, de leurs collaborateurs et de l'équipe qu'ils ont constituée. La perte d'un ou plusieurs collaborateurs clés ou d'un dirigeant pourrait avoir un impact négatif significatif et obérer la croissance de la Société.

Présence sur les marchés émergents

NETBOOSTER poursuit son développement international en s'implantant sur les marchés émergents d'Asie et d'Amérique Latine. NETBOOSTER compte ainsi tirer ainsi profit de la forte croissance des dépenses publicitaires et de communication de ces marchés.

Les risques auxquels NETBOOSTER peut se retrouver exposé sont d'ordre politique, monétaire ou encore de conformité aux lois et règlements locaux.

6.9 Risques de marché

Risques de liquidité

Compte tenu de sa situation de trésorerie disponible favorable, la Société considère que les risques auxquels elle est confrontée en la matière sont négligeables.

Risques de taux d'intérêt et d'endettement

La Société a levé des fonds en mars 2007 pour un montant de 20 000 000 € brut sous forme d'obligations convertibles (320 obligations convertibles) d'une durée de 5 ans, avec un coupon fixe de 3 % et une prime de remboursement de 3,2 %. En cas de maintien du cours de bourse de la Société en dessous du seuil de 12,50 €, la Société est exposée au risque de non conversion de cette obligation par les porteurs de cet instrument et donc à l'obligation de remboursement à la date d'échéance

Nous vous informons que la Société a procédé au rachat et à l'annulation corrélative de 88 obligations convertibles (sur 320 obligations convertibles).

Par ailleurs, la trésorerie de la Société est essentiellement investie en SICAV (Société d'Investissement à Capital Variable) monétaires ou équivalent.

Risques de taux de change

En termes d'exploitation, les transactions de la Société avec ses clients et partenaires sont facturées en euros pour les sociétés françaises, allemandes, italienne, finlandaise et espagnoles, en livres sterling pour la filiale anglaise et en couronne danoise pour Guava. Les comptes de la filiale anglaise étant exprimés en livres sterling, les fluctuations générées par les écarts de change GBP/EUR sont affectés, à la clôture, en résultat financier. Les comptes de Guava étant exprimés en couronnes danoises, les fluctuations générées par les écarts de change DKK/EUR sont affectés, à la clôture, en résultat financier. La Société est donc exposée au risque de change en raison de son activité en Grande- Bretagne, au Danemark, et, dans une moindre mesure, de ses relations commerciales aux Etats-Unis et en Asie. Une évolution défavorable de la parité EUR / GBP, de la parité EUR / USD, ou de la parité EUR/DKK pourrait avoir un impact négatif sur le niveau d'activité et les états consolidés du Groupe exprimés en euros au cours des prochains exercices.

6.10 Risques liés à la réglementation applicable et à son évolution

L'activité de NETBOOSTER n'est soumise à aucune réglementation particulière, ni à aucune autorisation administrative spécifique dans les pays où elle opère.

Le législateur n'empêche pas les opérateurs de négocier leurs tarifs mais ils doivent cependant le faire dans un esprit de transparence.

6.11 Assurances et couverture des risques

La politique de NETBOOSTER en matière d'assurances l'a conduite à se couvrir sur les risques significatifs liés à son activité auxquels elle est susceptible d'être exposée, et susceptibles d'être assurés. Elle continuera à appliquer cette même politique dans le cadre du développement futur de son activité.

Les polices d'assurances souscrites contiennent les exclusions et plafonds de garantie ainsi que les franchises habituellement imposées par les compagnies d'assurance sur le marché.

Les assurances en cours couvrent les biens, les locaux et la responsabilité civile de la Société selon des conditions habituellement appliquées dans la profession.

Les filiales de la Société sont également titulaires de contrats d'assurance conformément aux pratiques applicables respectivement en Grande Bretagne, Allemagne et Espagne.

Ces polices d'assurance sont annuelles et sont des contrats prévoyant des tacites reconductions année par année. Le Groupe estime que la nature des risques couverts par ces assurances est conforme à la pratique retenue dans son secteur d'activité.

6.12 Risques liés au passif et à l'intégration des sociétés acquises

Lors des acquisitions de sociétés, NETBOOSTER a pour politique de mener et de faire mener par des cabinets externes spécialisés des diligences sur les plans comptable et financier, juridique, opérationnel et social essentiellement servant à protéger la Société des risques liés à de tels projets par le biais de (1) Mise en place de contrats de garanties de passif par les cédants ; (2) Mise en place et exécution dans les 6 mois suivant la prise de contrôle d'un plan d'intégration et de mitigation des risques identifiés.

Le Groupe NETBOOSTER reste toutefois exposé au risque de litiges ou de départ des dirigeants de sociétés acquises

7 - INDICATIONS SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société n'a recours à aucun instrument financier (couverture de change ou couverture de taux).

8 - PARTICIPATION DES SALAIRES AU CAPITAL SOCIAL

En application des dispositions :

- de l'article 225-102 du Code de Commerce, nous vous informons qu'au 31 décembre 2009, aucune action n'était détenue par des salariés de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article 225-180 du Code de Commerce, c'est-à-dire à travers un plan d'épargne entreprise, de plans partenariaux d'épargne salariale volontaire, ou d'actions figurant dans des fonds communs de placement d'entreprise.

- de l'article L. 225- 129-6 alinéa 2 du Code de Commerce nous avons réunis les actionnaires en Assemblée Générale Extraordinaire le 22 juin 2009, afin qu'ils se prononcent sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux articles 3332-18 à L. 3332-24 du Code du Travail. La résolution a été rejetée par les actionnaires.

9 - RAPPORT SPECIAL SUR L'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS

Attribution gratuite d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Nous vous informons que, conformément à l'autorisation qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 mars 2007, le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 30 janvier 2009 a attribué gratuitement un nombre total de 12.000 actions au bénéfice d'un certain nombre de salariés non mandataires sociaux du Groupe avec des critères d'acquisition définis pour chacun des salariés. Nous vous informons également que, conformément à l'autorisation qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2009, le Conseil d'Administration lors des réunions du 22 juin 2009 et du 7 septembre 2009 a attribué gratuitement un nombre total de 70.666 actions au bénéfice d'un certain nombre de salariés non mandataires sociaux du Groupe avec des critères d'acquisition définis pour chacun des salariés.

Plan	Nombre d'actions gratuites attribuées en 2009	Date d'acquisition définitive	Date de cessibilité
30 janvier 2009	12.000	30 janvier 2011	30 janvier 2013
22 juin 2009	60.666	22 juin 2011	22 juin 2013
7 septembre 2009	10.000	7 septembre 2011	7 septembre 2013
TOTAL	82.666	-	-

Acquisition définitive d'actions gratuites au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Il est précisé que, conformément à la Loi, l'acquisition des actions gratuites est définitive au terme de la période de d'acquisition de deux ans à compter de la date d'attribution et que la période de conservation desdites actions qui court à compter de l'attribution définitive est également de deux ans.

Nous vous informons que 56.638 actions gratuites ont été définitivement acquises au cours de l'année 2009.

10 - TABLEAU SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Conformément aux dispositions légales imposées par l'Ordonnance du 24 juin 2004, vous trouverez ci-dessous un tableau récapitulatif des délégations de pouvoirs et/ou de compétence accordées par l'Assemblée Générale Extraordinaire au Conseil d'Administration en matière d'augmentation de capital et en cours de validité à la clôture de l'exercice.

DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	UTILISATION AU COURS DE L'EXERCICE	FIN DE LA DELEGATION
<u>Assemblée Générale du 27.02.09</u> : autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions. Plafond : 150.000 actions.	Autorisation utilisée à hauteur de 117.516	26.04.12
<u>Assemblée Générale du 22.06.09</u> : Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet de décider d'une ou plusieurs augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes Plafond : 750.000 € de valeur nominale.	Autorisation utilisée à hauteur de 153.846,20 €	22.12.11
<u>Assemblée Générale du 27.02.09</u> : Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, notamment des bons de souscription d'actions attribués gratuitement à tous les actionnaires, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires Plafond : 200.000 € de valeur nominale.	Néant	26.04.11
<u>Assemblée Générale du 27.02.09</u> : Autorisation à donner au Conseil d'Administration d'émettre des bons de souscription d'actions au profit de personnes dénommées en remplacement de bons de souscription d'actions préalablement annulés	Autorisation utilisée à hauteur de 234.510 bons de souscription d'actions	26.08.10

Plafond : 234.510 bons de souscription d'actions		
<u>Assemblée Générale du 27.02.09</u> : Autorisation au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre 650.000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, de les attribuer et d'en fixer les modalités d'exercice en remplacement de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise préalablement annulés Plafond : 650.000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise	Autorisation utilisée à hauteur de 580.000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise	26.08.10

11 - TITULAIRES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS LA SOCIETE

Par application des dispositions de l'article L.233-13 du Code de Commerce, nous vous informons que l'identité des personnes physiques et morales détenant directement ou indirectement un nombre d'actions du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales dans la Société à la fin du dernier exercice clos (31 décembre 2009) est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% de capital	% droits de vote
Monsieur Pascal CHEVALIER (directement et indirectement)	595.000	7,54	7,54
TRUFFLE CAPITAL ET AFFILIES	2.241.626	28,42	28,42

12 - LISTE DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DES MANDATS EXERCES DANS TOUTE SOCIETE PAR CHACUN DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés au sein de la Société par chacun des mandataires sociaux.

12.1 Monsieur Pascal CHEVALIER

Monsieur Pascal CHEVALIER, administrateur de NETBOOSTER depuis l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 janvier 2005, Directeur Général de NETBOOSTER depuis le 6 janvier 2006 et Président du Conseil d'Administration de NETBOOSTER depuis le 26 septembre 2006, est également :

- Administrateur de la société TRINOVA CREATION, société par actions simplifiée au capital de 40 650 €, ayant son siège social : 17, avenue Charles de Gaulle - 69 370 St Didier au Mont d'Or immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 424 936 482 ;

- Administrateur de la société TRINOVA, société anonyme au capital de 1 197 060 €, ayant son siège social : 17, avenue Charles de Gaulle - 69 370 St Didier au Mont d'Or immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 411 877 657,
- Administrateur de la société Archipel SA, société anonyme au capital de 95 600 €, ayant son siège social 101, rue Jean Jaurès - 92 300 Levallois-Perret, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 410 773 279,
- Président de la société R, société par actions simplifiée au capital de 1.061.465 €, ayant son siège social 11, rue Dieu 75010 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 502 207 079
- Administrateur de la société R, société par actions simplifiée au capital de 1.061.465 €, ayant son siège social 11, rue Dieu 75010 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 502 207 079.
- Administrateur de la société LeadMediaGroup, société par actions simplifiée au capital de 433.884 €, ayant son siège social 11, rue Dieu - 75010 Paris, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 504 914 094.
- Gérant de la société PIXIDIS, société à responsabilité limitée au capital de 8 000 €, ayant son siège social 11, rue Dieu - 75010 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 493 019 731,
- Gérant de la société CPI, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 1.100.000 €, ayant son siège social 11, rue Dieu - 75010 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 502 687 577,
- Gérant de la « Société civile immobilière LES TENNIS DE CHAILLY », au capital de 66 000 €, ayant son siège social 7, route de Fontainebleau 77930 CHAILLY EN BIÈRE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de MELUN sous le numéro 323 362 582,
- Gérant de la société civile immobilière « IMMO VENTURE 1 », au capital de 30 000 € ayant son siège social 49, rue de l'Est 92100 BOULOGNE, au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 444 769 160,

12.2 Monsieur Stéphane DARRACQ

Monsieur Stéphane DARRACQ, administrateur de NETBOOSTER depuis le 14 février 2006 est également :

- Gérant de la société Adelandre Conseil et Investissement, société à responsabilité limitée au capital de 80 000 €, ayant son siège social 93, Chemin du Bout des Plaines - 13770 Venelles et immatriculée au R.C.S. de Aix en Provence sous le numéro 490 055 894,
- Administrateur de la société R, société par actions simplifiée au capital de 1.061.465 €, ayant son siège social 11, rue Dieu 75010 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 502 207 079.

- Administrateur représentant la société Adelandre Conseil et Investissement au conseil d'administration de la société GOADV, société anonyme, au capital de 257.409,25 €, ayant son siège social 12 rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 498 124 445.
- Président de la société LeadMediaGroup, société par actions simplifiée au capital de 433.884 €, ayant son siège social 11, rue Dieu – 75010 Paris, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 504 914 094.
- Président de la société Eiffel Finance, société par actions simplifiée au capital de 37 000 €, ayant son siège social 36, rue de Turin – 75008 Paris, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 509 111 845.
- Gérant de la société Edinet, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 €, ayant son siège social 93, Chemin du Bout des Plaines - 13770 VENELLES, et immatriculée au R.C.S. d'Aix en Provence sous le numéro 504 936 188.

12.3 Monsieur Jean-Pierre ESKENAZI

Monsieur Jean-Pierre ESKENAZI, administrateur de NETBOOSTER depuis le 14 février 2006, est également :

- Gérant de la société EF & Cie au capital de 10 715 € ayant son siège social 23, rue Louis Le Grand – 75002 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 445 369 192,
- Gérant de la société GIPEY, société civile au capital de 1 000 €, ayant son siège social est situé 29 boulevard de Montmorency - 75016 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 492 472 691 ;
- Président de la société Régie Pharma, société par actions simplifiée au capital de 37 000 € ayant son siège social est 223, rue Louis Le Grand – 75002 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 489 883 819
- Gérant de la société Noontao, société à responsabilité limitée au capital de 52.692 €, ayant son siège social 223, rue Louis Le Grand – 75002 Paris, et immatriculée au R.C.S. de PARIS sous le numéro 489 401 802.

12.4 Monsieur Emmanuel BRIZARD

Monsieur Emmanuel BRIZARD, administrateur de NETBOOSTER depuis le 6 janvier 2006, est également :

- administrateur de la société MAXIMILES, société anonyme au capital de 278 130 € ayant son siège social 3 rue d'Uzès - 75002 Paris, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 428 254 874
- Gérant de la société AIRWAYS PARTENAIRES PRODUCTIONS, société à responsabilité limitée au capital social de 10 000 €, ayant son siège social : 5 rue d'Amboise – 75002 PARIS, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 428 254 874

- Gérant de la société E-BRAIN TECHNOLOGY, société à responsabilité limitée au capital social de 7 622 €, ayant son siège social : 5 rue d'Amboise – 75002 PARIS, , et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 431 847 805
- Gérant de la société « Stratégie et Mesure de Satisfaction », société à responsabilité limitée au capital social de 8 000 €, ayant son siège social : 3, rue d'Uzes – 75002 PARIS, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 402 877 856.

12.5 Monsieur Bernard-Louis Roques

Monsieur Bernard-Louis ROQUES, représentant légal de la société TRUFFLE CAPITAL, administrateur de NETBOOSTER depuis le 14 février 2006, est également :

- Directeur Général et administrateur de la société TRUFFLE CAPITAL, société par actions simplifiée au capital de 1 300 000 €, ayant son siège social 5, rue de la Baume – 75008 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 432 942 647
- Administrateur de la société Keyyo, société anonyme au capital de 787 752 €, ayant son siège social 92-98 boulevard Victor Hugo – 92110 Clichy et immatriculée au R.C.S. de Nanterre sous le numéro 390 081 156
- Administrateur de la société Deny All, société anonyme au capital de 535 720 €, ayant son siège social 23 rue Notre Dame Des Victoires – 75002 Paris et immatriculée au R.C.S. de Nanterre sous le numéro 439 674 847
- Membre du conseil de surveillance de la société Equitime, société anonyme au capital de 86 900 €, ayant son siège social 1 allée de Certeze – 38610 Gieres et immatriculée au R.C.S. de Grenoble sous le numéro 424 389 815
- Membre du conseil de surveillance de la société MoMAc Wireless Holdings BV, ayant son siège social Rivium 1e straat 9, 2909 LE Capelle aan den IJssel, Postbus 4093, 3006 AB Rotterdam.
- Membre du conseil de surveillance de PEOPLECUBE HOLDING B.V., ayant son siège social à Amsterdam et immatriculé au RCS des Pays Bas, sous le numéro 34278571.
- Administrateur de la société GOADV, société anonyme au capital de 257.409,25 €, ayant son siège social 12 rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 498 124 445.
- Membre du conseil de surveillance de la société NETMEDIAEUROPE, société anonyme au capital de 38 251 €, ayant son siège social 60, rue Caumartin, 75009 Paris, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 498 647 882.

12.6 Monsieur Eric TONG CUONG

Monsieur Eric TONG CUONG, administrateur de NETBOOSTER depuis le 13 avril 2006 est également :

- Président de la société LA CHOSE, société par actions simplifiée au capital de 900 000 €, ayant son siège social 10, rue Simon Lefranc – 75004 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 489 150 110
- Administrateur de la société NAÏVE, société anonyme au capital de 10 405 275 €, ayant son siège social 9, rue Victor Massé – 75009 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 390 129 013
- Gérant de la société civile ZELTONG 5 CH, société civile au capital de 3 050 504,83 €, ayant son siège social 8, rue Boissonnade – 75014 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 415 291 814

13 - NOMINATION DE DEUX NOUVEAUX ADMINISTRATEURS

Il sera proposé à l'assemblée générale de nommer en qualité de nouveaux administrateurs, pour une durée de 6 années :

Monsieur Raphaël Zier
né le 8 août 1971 à Strasbourg
de nationalité française,
demeurant Flat 11, 69 Princes Gate, Londres SW7 2PA – Royaume-Uni

Monsieur Olivier HALLEY
né le 24 janvier 1969 à Caen (Calvados)
de nationalité française.
demeurant 480 avenue Louise – B1050 – Bruxelles

14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

14.1 Mandat des Commissaires aux Comptes

Le mandat de G.C.A, co-commissaire au compte titulaire et celui de SCP NORGUET DE CARADEC JOMBART, co-commissaire au compte suppléant expireront lors de l'assemblée générale qui approuvera les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Le mandat de la société DELOITTE & ASSOCIES, co-commissaire au compte titulaire et celui de la société BEAS, co-commissaire au compte suppléant expireront lors de l'assemblée générale qui approuvera les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

14.2 Rémunérations perçues par les Commissaires aux Comptes (L. 820-3)

Nous vous indiquons que le montant des honoraires pris en charges pour l'exercice 2009 facturés par les Commissaires aux Comptes au cours de l'exercice s'élève à 94.671,16€ hors taxe et se répartissent entre les deux cabinets comme suit :

- DELOITTE & ASSOCIES : 81.246,16 € hors taxes

- G.C.A : 13.425 € hors taxes

15 - CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L. 225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce et conclues au cours de l'exercice écoulé après avoir été régulièrement autorisées par votre Conseil d'administration.

Vos Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

16 - CONCLUSION

Pour conclure, nous vous demandons de bien vouloir approuver ces comptes qui ont été établis avec sincérité, et donner au Conseil d'administration, quitus de sa gestion et à vos Commissaires aux Comptes quitus de leur mission.

Nous restons à votre entière disposition pour répondre aux questions que vous voudrez bien nous poser préalablement au vote des résolutions qui seront soumises à vos suffrages.

Le Conseil d'Administration

DELOITTE & ASSOCIES
81, boulevard de Stalingrad
69100 Villeurbanne

G.C.A.
75, rue Carnot
92300 Levallois-Perret

NetBooster

Société anonyme au capital de 785.241,10 Euros

Siège social : 11, rue Dieu 75010 Paris

418 267 704 R.C.S. PARIS

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
Exercice clos le 31 décembre 2009

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
(Exercice clos le 31 décembre 2009)

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

CONVENTIONS AUTORISEES AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Avec la société LEADMEDIA (ex NB INVEST)

1/ Protocole d'accord du 17 juin 2009

Administrateurs concernés : Monsieur Stéphane DARRACQ et la société TRUFFLE CAPITAL

Nature et objet : Mise en place d'un échancier de remboursement pour le solde de 500.000 € sur la créance globale détenue par votre société sur LEADMEDIA.

Modalités : L'échéancier de remboursement du solde de la créance, à savoir 500.000 € (la « Créance bis ») est fixé comme suit :

- le solde du principal de la Créance bis sera indisponible et restera bloqué au profit de LEADMEDIA jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- à compter du 1^{er} janvier 2014, LEADMEDIA remboursera annuellement un cinquième du solde en principal de la Créance bis existant à cette date ;
- les intérêts afférents à la créance bis feront l'objet d'une franchise de paiement pendant les 5 premières années, mais seront capitalisés au cours de cette période et seront réputés être inclus dans le principal ; à compter du 1^{er} janvier 2014, ils seront acquittés annuellement à terme échu, les premiers intérêts étant payables à partir du 1^{er} janvier 2015.

Selon ce schéma, la totalité de la créance en principal et intérêts sera remboursée le 1^{er} janvier 2019 au plus tard.

2/ Protocole d'accord du 17 décembre 2009 (avenant au protocole du 17 juin 2009)

Administrateurs concernés : Monsieur Stéphane DARRACQ et la société TRUFFLE CAPITAL

Nature et objet : Modification des conditions de remboursement de la créance de 485.620 €.

Modalités : Le critère de réalisation d'une augmentation de capital par la société LEADMEDIA sur la base d'une valeur d'entreprise supérieure à 1.000.000 € étant rempli, les modalités de remboursement de la créance de 485.620 € sont fixées comme suit :

- remboursement par LEADMEDIA des fonds relatifs à l'augmentation de capital, de la somme de 150.000 € intervenue le 21 décembre 2009 ;
- en cas de cession de contrôle ou d'introduction en bourse de la société LEADMEDIA avant le 31 décembre 2013, votre société pourra demander le remboursement de tout ou partie du solde de la créance initialement abandonnée, soit 335.620 €, concomitamment avec la réalisation d'une telle opération ;
- au cas où les résultat d'exploitation et résultat net comptable annuels - à compter de la date du 1^{er} janvier 2010 - de la société LEADMEDIA seraient positifs, et à condition que sa trésorerie le lui permette, votre société pourra demander à LEADMEDIA – dès la publication des comptes annuels certifiés – le remboursement de tout ou partie du solde de la créance à concurrence d'un tiers du résultat net comptable annuel de LEADMEDIA ;
- le solde de la créance n'ayant pu être remboursé selon les deux dernières hypothèses fera l'objet de l'étalement prévu pour la Créance bis, à savoir :
 - le solde du principal de la créance sera indisponible et restera bloqué au profit de LEADMEDIA jusqu'au 31 décembre 2013 ;
 - à compter du 1^{er} janvier 2014, LEADMEDIA remboursera annuellement un cinquième du solde en principal de la Créance bis existant à cette date ;

- les intérêts afférents à la créance bis feront l'objet d'une franchise de paiement pendant les 5 premières années, mais seront capitalisés au cours de cette période et seront réputés être inclus dans le principal ; à compter du 1^{er} janvier 2014, ils seront acquittés annuellement à terme échu, les premiers intérêts étant payables à partir du 1^{er} janvier 2015.

Selon ce schéma, le solde de la créance (en principal et intérêts) sera donc remboursé en totalité le 1^{er} janvier 2019 au plus tard.

3/ Participations

Administrateur concerné : la société TRUFFLE CAPITAL

Nature et objet : Cession des titres de la société LEADMEDIA détenus par votre société.

Modalités : A la suite d'une recapitalisation par voie d'augmentation de capital de la société LEADMEDIA, intervenue en fin décembre 2008, la participation de votre société dans LEADMEDIA a été réduite à 15,94% du capital et des droits de vote.

Les 50.000 titres détenus ont été cédés à la société TRUFFLE CAPITAL pour un montant de 461.000 € en décembre 2009.

4/ Cession de participation

Administrateur concerné : Monsieur Stéphane DARRACQ

Nature et objet : Cession à la société LEADMEDIA de la participation de 20% du capital détenue par la société NetBooster Spain dans la société EMAILING NETWORK.

Modalités : La valorisation de la société EMAILING NETWORK sera basée sur un multiple de quatre fois le résultat d'exploitation, soit environ 120 K€.

Cette convention n'a pas été mise en exécution sur l'exercice.

5/ Augmentation de capital

Administrateur concerné : Société TRUFFLE CAPITAL

Nature et objet : Autorisation donnée à la société TRUFFLE CAPITAL de participer à une augmentation de capital dans la société LEADMEDIA.

Modalités :

- Une augmentation de capital d'un montant de 850 001 € par l'émission de 92 191 actions au prix unitaire de 9,22 €.
- Une augmentation de capital d'un montant de 100 396 € par l'émission de 11 674 actions au prix unitaire de 8,60 €.

6/ Augmentation de capital

Administrateur concerné : Monsieur Stéphane DARRACQ, associé et représentant légal de la société ADELANDRE CONSEIL ET INVESTISSEMENT.

Nature et objet : Autorisation donnée à la société ADELANDRE CONSEIL ET INVESTISSEMENT de participer à une augmentation de capital dans la société LEADMEDIAGROUP.

Modalités : Augmentation de capital d'un montant de 110 225 € réalisée par l'émission de 8 135 actions assorties chacune d'un bon de souscription d'actions.

7/ Augmentation de capital

Administrateur concerné : Monsieur Pascal CHEVALIER, associé et représentant légal de la société CPI.

Nature et objet : Autorisation donnée à la société CPI de participer à une augmentation de capital dans la société LEADMEDIA.

Modalités : Augmentation de capital d'un montant de 110 225 € réalisée par l'émission de 8 135 actions assorties chacune d'un bon de souscription d'actions.

Avec Messieurs Pascal CHEVALIER, Stéphane DARRACQ et TRUFFLE CAPITAL

1/ Nature et objet : Attribution de Bons de Souscription d'Actions (BSA).

Modalités : Aux termes des résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire du 27 février 2009, il a été décidé d'autoriser l'émission de 234 510 BSA 2009 au prix de souscription de 0,05 € donnant droit à la souscription d'une action ordinaire de la société, l'augmentation de capital s'élevant alors à un maximum de 23 451 € de valeur nominale au profit d'actionnaires dénommés, dont Messieurs Pascal CHEVALIER et Stéphane DARRACQ.

Ces BSA ont été attribués pour 156 340 de la façon suivante :

- 78 170 au profit de Monsieur Pascal CHEVALIER,
- 78 170 au profit de Monsieur Stéphane DARRACQ.

2/ Nature et objet : Attribution de Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise (BSPCE).

Modalités : Aux termes des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 février 2009, il a été décidé d'autoriser l'émission de 650 000 BSPCE 2009, l'augmentation de capital s'élevant alors à un maximum de 65 000 € de valeur nominale, délégation étant donnée au conseil d'administration avec les pouvoirs nécessaires à la mise en œuvre de son autorisation.

Ces BSPCE 2009 ont été attribués pour 580 000 de la façon suivante :

- 290 000 au profit de Monsieur Pascal CHEVALIER,
- 290 000 au profit de Monsieur Stéphane DARRACQ.

3/ Administrateur concerné : Monsieur Pascal CHEVALIER

Nature et objet : Emission d'actions dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes.

Modalités : Emission de 85 100 actions de la société pour un montant total de 199 985 €, se décomposant en 8 510 € de valeur nominale et 191 475 € de prime d'émission à souscrire par Monsieur Pascal CHEVALIER, prix de souscription fixé dans les résolutions votées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 février 2009.

Administrateur concerné : Monsieur Stéphane DARRACQ, associé et représentant légal de la société ADELANDRE CONSEIL ET INVESTISSEMENT.

Modalités : Emission de 50 000 actions de la société pour un montant total de 117 500 €, se décomposant en 5 000 € de valeur nominale et 112 500 € de prime d'émission à souscrire par la SARL ADELANDRE CONSEIL ET INVESTISSEMENT, prix de souscription fixé dans les résolutions votées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 février 2009.

Administrateur concerné : Société TRUFFLE CAPITAL

Modalités : Emission de 720 000 actions de la société pour un montant total de 1 692 000 €, se décomposant en 72 000 € de valeur nominale et 1 620 000 € de prime d'émission à souscrire par la société TRUFFLE CAPITAL, prix de souscription fixé dans les résolutions votées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 février 2009.

4/ Administrateur concerné : Monsieur Stéphane DARRACQ

Nature et objet : Convention d'assistance.

Modalités : Monsieur Stéphane DARRACQ a été mis à disposition de la société LEADMEDIA pour une partie de son temps ; les prestations de Monsieur Stéphane DARRACQ sont refacturées à LEADMEDIA au temps passé avec une marge de 8% par rapport au coût salarial chargé.

Votre société a comptabilisé à ce titre 41.760 € de produits pour l'exercice 2009.

**CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS
DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVE DURANT L'EXERCICE**

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Avec la société NetBooster GmbH

Nature et objet : Convention d'avances en compte courant consenties par votre société à sa filiale.

Modalités : Convention d'avance de trésorerie consentie par votre société à sa filiale permettant une gestion quotidienne et un développement au fur et à mesure des besoins de cette dernière. Le montant du compte courant à la clôture de cet exercice s'élève à 454.601 € et n'a donné lieu à aucune rémunération sur l'exercice.

Avec la société NetBooster Ltd

Nature et objet : Echelonnement du remboursement de la créance en compte courant consentie par votre société à sa filiale.

Modalités : Votre société a consenti le report du remboursement du compte courant de sa filiale britannique après juin 2007 (sauf en cas de disponibilité exceptionnelle de sa trésorerie). Le remboursement de la créance est échelonné sur la période de juin 2007 à juin 2010. Par ailleurs, au vu des performances de cette filiale, votre société s'est engagée à ne pas faire abandon de ladite créance. Le montant de la créance en compte courant s'élève à 235.879 € au 31 décembre 2009.

Avec la société SCI DIEU

Nature et objet : Location de locaux commerciaux

Modalités : Convention de location du siège social de votre société suite à l'acquisition, le 30 avril 2007, par la SCI DIEU, de l'immeuble sis 11, rue Dieu - 75010 Paris.

L'avenant au bail suite à ce rachat, signé le 30 avril 2007, n'a entraîné aucune novation, ni modification du montant du loyer, en dehors d'une prolongation du bail d'une année, soit jusqu'au 29 avril 2010.

Votre société a comptabilisé dans ses charges un loyer de 280.398 € hors taxes, augmenté des charges pour 15.900 € hors taxes au titre de l'exercice 2009.

Fait à Villeurbanne,
Le 30 avril 2010

DELOITTE & ASSOCIES


Dominique VALETTE

Fait à Levallois-Perret,
Le 30 avril 2010

G.C.A.


Jean-Yves HANS